

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2016/203069]

Extrait de l'arrêt n° 72/2016 du 25 mai 2016

Numéro du rôle : 6145

En cause : le recours en annulation des articles 2 et 3 de la loi du 22 mai 2014 « tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public et modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes afin de pénaliser l'acte de discrimination », introduit par le « Parti Libertarien » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goeij, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 20 janvier 2015 et parvenue au greffe le 21 janvier 2015, un recours en annulation des articles 2 et 3 de la loi du 22 mai 2014 « tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public et modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes afin de pénaliser l'acte de discrimination » (publiée au *Moniteur belge* du 24 juillet 2014) a été introduit par le « Parti Libertarien », Feyrouze Omrani et Patrick Smets, assistés et représentés par Me R. Fonteyn, avocat au barreau de Bruxelles.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1.1. Les parties requérantes demandent l'annulation des articles 2 et 3 de la loi du 22 mai 2014 tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public et modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes afin de pénaliser l'acte de discrimination, qui disposent :

« Art. 2. Pour l'application de la présente loi, le sexisme s'entend de tout geste ou comportement qui, dans les circonstances visées à l'article 444 du Code pénal, a manifestement pour objet d'exprimer un mépris à l'égard d'une personne, en raison de son appartenance sexuelle, ou de la considérer, pour la même raison, comme inférieure ou comme réduite essentiellement à sa dimension sexuelle et qui entraîne une atteinte grave à sa dignité.

Art. 3. Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante euros à mille euros, ou de l'une de ces peines seulement, quiconque, adopte un comportement visé à l'article 2 ».

B.1.2. La loi attaquée a « pour objectif de renforcer l'arsenal juridique existant en développant les instruments de lutte contre les phénomènes sexistes » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3297/001, p. 3).

L'exposé des motifs indique :

« Force est en effet de constater que les problèmes sexistes ne sont pas encore reconnus comme un phénomène général à part entière, que la garde a baissé, que l' 'inconscient collectif' admet encore aujourd'hui la pérennisation des stéréotypes hommes femmes.

Le sexisme n'est pas l'apanage des quartiers défavorisés ou d'une communauté particulière, mais est omniprésent. Les témoignages de résignation face à un phénomène trop répandu sont trop nombreux, et on ne peut admettre dans un État de droit démocratique, que la simple appartenance à un sexe soit génératrice de comportements attentatoires à la dignité humaine de la personne.

Certes, une prise de conscience s'opère progressivement et aujourd'hui le droit européen et [le droit] belge luttent contre les discriminations entre les hommes et les femmes dans certains secteurs précis. Pourtant, aujourd'hui encore la liberté d'aller et de venir peut être entravée par des comportements sexistes, de même que le droit au respect à la dignité humaine, alors même que le Constituant proclame, en son article 11*bis* ' la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent aux femmes et aux hommes l'égal exercice de leurs droits et libertés ' » (*ibid.*).

« Les auteurs de ce projet entendent [...] affirmer le droit à la dignité humaine de chaque personne, en tant que relevant d'un genre » (*ibid.*, p. 4).

En commission de la Chambre, la ministre de l'Égalité des chances a indiqué :

« Le présent projet trouve son fondement dans l'article 11*bis* de la Constitution, qui proclame que le législateur se doit de garantir l'égalité des sexes dans l'exercice des droits et libertés » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3297/003, p. 3).

Quant à la recevabilité du recours

B.2.1. La première partie requérante est le « Parti Libertarien ». Le Conseil des ministres considère que cette partie ne dispose pas de la capacité à agir en annulation devant la Cour, dès lors qu'il n'est pas contesté qu'il s'agit d'une association de fait.

B.2.2. Aux termes de l'article 2, 2^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, la partie requérante devant la Cour doit être une personne physique ou morale justifiant d'un intérêt. Les partis politiques qui sont des associations de fait n'ont pas, en principe, la capacité requise pour introduire un recours devant la Cour.

Il n'en va autrement que lorsqu'ils agissent dans des matières pour lesquelles ils sont légalement reconnus comme formant des entités distinctes et que, alors que leur intervention est légalement reconnue, certains aspects de celle-ci sont en cause.

B.2.3. Tel n'est pas le cas en l'espèce. Le recours est irrecevable en ce qu'il est introduit par le « Parti Libertarien ».

B.3.1. Les deuxième et troisième parties requérantes sont des personnes physiques qui exposent qu'elles sont, comme tout citoyen, susceptibles d'être poursuivies sur la base des dispositions attaquées.

B.3.2. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt à agir de ces parties requérantes. Il estime que leur intérêt ne se distingue pas de l'intérêt qu'a toute personne au respect de la Constitution, de sorte que le recours s'apparenterait à une action populaire.

B.3.3. L'article 142 de la Constitution et l'article 2, 2°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle requièrent que toute personne physique qui introduit un recours en annulation justifie d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée. Il s'ensuit que l'action populaire n'est pas admissible.

Des dispositions qui prévoient une peine privative de liberté touchent à un aspect à ce point essentiel de la liberté du citoyen qu'elles n'intéressent pas que les seules personnes qui font ou ont fait l'objet d'une procédure répressive.

B.3.4. Le recours est recevable dans le chef des deuxième et troisième parties requérantes.

Quant au fond

En ce qui concerne le principe de légalité en matière pénale (premier moyen)

B.4.1. Les parties requérantes prennent un premier moyen de la violation, par les articles 2 et 3 de la loi du 22 mai 2014, des articles 10, 11, 12, alinéa 2, et 14 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec les principes généraux de légalité, de sécurité juridique et d'exigence de prévisibilité de la loi pénale. Elles font grief au législateur de n'avoir pas défini l'infraction, à l'article 2 attaqué, en des termes suffisamment précis et clairs.

Le principe de légalité en matière pénale est exprimé, non pas à l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme, mais bien à l'article 7 de cette Convention.

B.4.2. L'article 12, alinéa 2, de la Constitution, dispose :

« Nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi, et dans la forme qu'elle prescrit. »

L'article 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou international. De même il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. »

B.5.1. Le principe de légalité en matière pénale procède de l'idée que la loi pénale doit être formulée en des termes qui permettent à chacun de savoir, au moment où il adopte un comportement, si celui-ci est ou non punissable. Il exige que le législateur indique, en des termes suffisamment précis, clairs et offrant la sécurité juridique, quels faits sont sanctionnés, afin, d'une part, que celui qui adopte un comportement puisse évaluer préalablement, de manière satisfaisante, quelle sera la conséquence pénale de ce comportement et afin, d'autre part, que ne soit pas laissé au juge un trop grand pouvoir d'appréciation.

Toutefois, le principe de légalité en matière pénale n'empêche pas que la loi attribue un pouvoir d'appréciation au juge. Il faut en effet tenir compte du caractère de généralité des lois, de la diversité des situations auxquelles elles s'appliquent et de l'évolution des comportements qu'elles répriment.

B.5.2. La condition qu'une infraction doit être clairement définie par la loi se trouve remplie lorsque le justiciable peut savoir, à partir du libellé de la disposition pertinente et, au besoin, à l'aide de son interprétation par les juridictions, quels actes et omissions engagent sa responsabilité pénale.

Ce n'est qu'en examinant une disposition pénale spécifique qu'il est possible, en tenant compte des éléments propres aux infractions qu'elle entend réprimer, de déterminer si les termes généraux utilisés par le législateur sont à ce point vagues qu'ils méconnaîtraient le principe de légalité en matière pénale.

B.6. La Cour européenne des droits de l'homme a jugé au sujet de l'article 7 de la Convention :

« Il s'ensuit que la loi doit définir clairement les infractions et les peines qui les répriment. Cette condition se trouve remplie lorsque le justiciable peut savoir, à partir du libellé de la disposition pertinente, au besoin à l'aide de l'interprétation qui en est donnée par les tribunaux et le cas échéant après avoir recouru à des conseils éclairés, quels actes et omissions engagent sa responsabilité pénale et quelle peine il encourt de ce chef [...].

En raison même du caractère général des lois, le libellé de celles-ci ne peut pas présenter une précision absolue. L'une des techniques-types de réglementation consiste à recourir à des catégories générales plutôt qu'à des listes exhaustives. Aussi beaucoup de lois se servent-elles, par la force des choses, de formules plus ou moins vagues dont l'interprétation et l'application dépendent de la pratique [...]. Dès lors, dans quelque système juridique que ce soit, aussi clair que le libellé d'une disposition légale puisse être, y compris une disposition de droit pénal, il existe inévitablement un élément d'interprétation judiciaire. Il faudra toujours élucider les points douteux et s'adapter aux changements de situation. En outre, la certitude, bien que hautement souhaitable, s'accompagne parfois d'une rigidité excessive; or, le droit doit savoir s'adapter aux changements de situation [...].

La fonction de décision confiée aux juridictions sert précisément à dissiper les doutes qui pourraient subsister quant à l'interprétation des normes [...] » (CEDH, grande chambre, 21 octobre 2013, *Rio del Prada* c. Espagne, §§ 79 et 92-93).

B.7. Les griefs des parties requérantes portent sur plusieurs termes ou expressions sur lesquels repose la définition du sexisme établie par l'article 2 attaqué et qui seraient source d'imprévisibilité et, par conséquent, d'insécurité juridique en ce qu'ils laisseraient au juge pénal une trop grande latitude d'interprétation.

Les différences rédactionnelles entre les versions française et néerlandaise de la loi

B.8.1. L'article 3 de la loi attaquée punit quiconque adopte un comportement visé à l'article 2 de la même loi. Cet article entend réprimer le sexisme et définit celui-ci comme étant tout « geste ou comportement » répondant à la définition qu'il établit. La version néerlandaise utilise le terme « gedrag » à l'article 3 et les termes « gebaar of handeling » à l'article 2.

B.8.2. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, la version française n'exclut pas le geste sexiste de la définition des actes répréhensibles, dès lors que la notion de « comportement » d'un individu, en son sens courant, comprend également les gestes posés par lui. De la seule circonstance que l'article 2 attaqué utilise, en sa version française, l'expression « geste ou comportement » et l'article 3 le terme « comportement », il ne saurait être déduit que le législateur a entendu s'écarter du sens courant du mot « comportement » et en exclure les « gestes ». Cette interprétation est du reste confirmée par l'exposé des motifs :

« La définition retenue requiert un ' geste, comportement ' [...].

L'acte peut s'exprimer par une attitude verbale ou gestuelle. [...] En effet, le terme ' comportement ' peut recouvrir des réalités significativement différentes » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3297/001, p. 7).

B.9.1. Il ne saurait pas non plus être déduit de la circonstance que le texte français de l'article 2 utilise l'expression « en raison de son appartenance sexuelle » alors que le texte néerlandais contient l'expression « wegens zijn geslacht » que les deux textes devraient être compris comme créant des incriminations différentes.

B.9.2. Il ressort en effet clairement de l'exposé des motifs que le législateur a jugé qu'il lui appartenait de « revitaliser le droit au respect d'une personne, en tant qu'elle appartient à l'un ou l'autre sexe » (*ibid.*, p. 4). Il doit en être déduit que l'expression « en raison de son appartenance sexuelle » est synonyme de l'expression « en raison de son sexe » et équivalente à l'expression néerlandophone « wegens zijn geslacht ». L'infraction créée par la loi attaquée vise donc les gestes ou comportements ayant manifestement pour objet d'exprimer un mépris à l'égard d'une personne, en raison du fait qu'elle est une femme ou un homme, ou de la considérer, pour la même raison, comme inférieure ou comme réduite essentiellement à sa dimension sexuelle.

B.10.1. Les parties requérantes relèvent enfin que le mot « essentiellement », utilisé dans le texte français de l'article 2 attaqué, n'a pas d'équivalent dans le texte néerlandais.

B.10.2. Dans la mesure où cette discordance entre les versions française et néerlandaise de la disposition pourrait créer une difficulté d'interprétation contraire au principe de légalité en matière pénale, il convient d'annuler ce mot dans la version française de l'article 2 attaqué.

L'atteinte grave à la dignité de la personne visée

B.11.1. L'article 2 attaqué indique clairement que l'infraction n'est réalisée que si le geste ou le comportement entraîne une atteinte grave à la dignité de la personne visée, que ce soit dans le cas d'un geste ou d'un comportement exprimant le mépris à l'égard d'une personne, d'un geste ou d'un comportement exprimant la volonté de son auteur de la considérer comme inférieure ou encore d'un geste ou d'un comportement la réduisant à sa dimension sexuelle. Contrairement à ce qu'affirment les parties requérantes, le texte est dépourvu d'ambiguïté à cet égard. Le comportement ou le geste incriminé doit, dans tous les cas, avoir eu pour conséquence, pour être punissable en vertu de la loi attaquée, de porter gravement atteinte à la dignité de la victime.

B.11.2. Les parties requérantes font grief au législateur de ne pas avoir précisé si, par l'expression « et qui entraîne une atteinte grave à sa dignité », il faut entendre uniquement les comportements dont la personne concernée serait la victime, ou s'il faut également comprendre les comportements qu'elle autoriserait à son égard ou dont elle serait elle-même l'auteur, ce qui serait, d'après elles, source d'imprévisibilité contraire au principe de légalité en matière pénale.

B.11.3. La notion d'atteinte à la dignité de la personne ou à la dignité humaine est une notion qui a déjà été utilisée tant par le Constituant (article 23 de la Constitution) et le législateur (articles 136^{quater}, 433^{quinquies} et 433^{decies} du Code pénal; articles 1675/3, alinéa 3, 1675/10, § 4, alinéa 1^{er}, 1675/12, § 2, alinéa 1^{er}, et 1675/13, § 6, du Code judiciaire; article 2 de la loi du 2 juin 1998 portant création d'un Centre d'Information et d'Avis sur les organisations sectaires nuisibles et d'une Cellule administrative de Coordination de la lutte contre les organisations sectaires nuisibles; article 5 de la loi du 12 janvier 2005 de principes concernant l'administration des établissements pénitentiaires ainsi que le statut juridique des détenus; article 3 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers) que par la jurisprudence (voy. Cass., 23 mars 2004, *Pas.*, 2004, n° 165, et 8 novembre 2005, *Pas.*, 2005, n° 576).

B.11.4. Par ailleurs, la notion d'atteinte grave à la dignité humaine d'une personne ne saurait recevoir un contenu différent suivant les appréciations personnelles et subjectives de la victime du comportement. L'absence de consentement de la victime n'est en effet pas un élément constitutif de l'infraction créée par les dispositions attaquées. Il appartient au juge saisi de déterminer, en tenant compte des circonstances concrètes dans lesquelles le geste ou le comportement a été posé, si les éléments constitutifs de l'infraction, en ce compris les conséquences en termes d'atteinte grave à la dignité de la personne concernée, sont réunis.

Il en découle que le consentement éventuel de la victime du comportement ou du geste incriminé, s'il peut être pris en considération par le juge appelé à déterminer si ce geste ou ce comportement a entraîné une atteinte grave à sa dignité et, le cas échéant, à fixer une peine, ne saurait, à lui seul, exclure la responsabilité pénale de l'auteur du geste ou du comportement.

B.11.5. Enfin, il se déduit de la formulation de l'infraction comme visant « tout geste ou comportement [...] à l'égard d'une personne » qu'elle ne saurait viser les gestes ou comportements d'une personne vis-à-vis d'elle-même. Dès lors que la disposition attaquée est dépourvue d'ambiguïté à cet égard, il ne saurait être reproché au législateur de n'avoir pas expressément exclu les hypothèses dans lesquelles une personne adopterait un geste ou un comportement qui entraînerait une atteinte grave à sa propre dignité.

B.11.6. Il se déduit de ce qui précède que la condition suivant laquelle le geste ou le comportement visé par l'article 2 attaqué, pour être pénalement répréhensible, doit avoir entraîné une atteinte grave à la dignité humaine de la personne visée est suffisamment précise, claire et prévisible.

Le fait de considérer l'infériorité d'une personne

B.12.1. Les parties requérantes font grief au législateur de n'avoir pas précisé, dans l'article 2 attaqué, ce qu'il fallait entendre par les mots « considérer [une personne] comme inférieure ». Elles estiment qu'un geste ou un comportement ne peut « considérer » et ajoutent que l'infériorisation renvoie à une construction idéologique sous couvert de laquelle l'opinion de ceux qui défendent une répartition traditionnelle des sexes serait pénalisée.

B.12.2. Le texte de l'article 2 attaqué ne peut se comprendre que comme visant à réprimer tout geste ou comportement qui exprime la volonté de son auteur de considérer une personne comme inférieure en raison de son sexe. L'utilisation du mot « considérer » ne crée aucune ambiguïté à cet égard.

B.12.3. Par ailleurs, il ressort clairement de l'exposé des motifs que l'intention du législateur est de réserver la répression pénale « aux cas de sexisme les plus graves », dans lesquels le comportement a « un effet dégradant » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3297/001, p. 7). C'est pourquoi l'infraction n'est réalisée que lorsque le geste ou le comportement entraîne une atteinte grave à la dignité de la personne visée.

En outre, le geste ou le comportement incriminé doit viser une ou plusieurs personnes déterminées, et non les membres de l'un ou l'autre sexe de manière indéfinie. Il s'en déduit que la simple expression d'opinions relatives à la place ou au rôle respectifs des sexes dans la société ne saurait être constitutive de l'infraction visée par l'article 2 attaqué.

L'expression d'un mépris à l'égard d'une personne

B.13. La notion de « mépris » a déjà été utilisée par le législateur pénal. Les articles 377^{bis}, 405^{quater}, 422^{quater}, 438^{bis}, 442^{ter}, 453^{bis}, 514^{bis}, 525^{bis}, 532^{bis} et 534^{quater} du Code pénal prévoient une aggravation des peines encourues pour les délits et crimes qu'ils visent lorsqu'un des mobiles en est « la haine, le mépris ou l'hostilité » à l'égard de la victime en raison de différents critères énumérés par ces dispositions.

Concernant l'infraction créée par la disposition attaquée, rien n'indique que le législateur ait entendu s'écarter du sens commun du mot « mépris ». L'exposé des motifs indique à ce sujet que cette notion vise « des hypothèses où une personne est considérée comme indigne d'estime ou moralement condamnable » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3297/001, p. 7). L'expression « a manifestement pour objet d'exprimer un mépris à l'égard d'une personne » a un contenu normatif suffisamment clair et précis pour définir une infraction pénale.

La réduction d'une personne à sa dimension sexuelle

B.14. Enfin, l'infraction qui consiste en l'adoption d'un comportement ou d'un geste qui a manifestement pour objet de réduire une personne à sa dimension sexuelle est également définie de manière suffisamment précise au regard du principe de légalité en matière pénale, dès lors qu'il est requis que le comportement entraîne une atteinte grave à la dignité de la personne visée.

B.15.1. Pour le surplus, même s'il fallait considérer que les termes qui font l'objet des critiques des parties requérantes, chacun pris isolément, n'ont pas une portée ou un contenu suffisamment précis, l'exigence, qui est un élément constitutif de l'infraction, suivant laquelle les comportements et gestes incriminés doivent avoir entraîné une atteinte grave à la dignité de la personne donne aux juridictions suffisamment d'indications quant au champ d'application de la loi attaquée. Il est inhérent à la mission du juge répressif de juger de la gravité d'un comportement et de déterminer en conséquence si celui-ci entre dans le champ d'application de la loi pénale ou pas. En réservant la répression pénale aux gestes ou comportements ayant entraîné une atteinte grave à la dignité de la personne, le législateur a satisfait aux exigences du principe de légalité en matière pénale.

B.15.2. Sous réserve de ce qui est dit en B.10.2, au sujet du mot « essentiellement » qui doit être annulé dans la version française de l'article 2 attaqué, le premier moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne la liberté d'expression (deuxième moyen)

B.16.1. Les parties requérantes prennent un deuxième moyen de la violation de l'article 19 de la Constitution, lu isolément ou en combinaison avec les articles 9 et 10 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec les articles 18 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Elles font grief aux articles 2 et 3 de la loi attaquée de porter atteinte au droit à la liberté d'expression garanti par ces dispositions.

B.16.2. L'article 19 de la Constitution dispose :

« La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions en toute matière, sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés ».

B.16.3. L'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« 1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.

2. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

L'article 10 de la même Convention dispose :

« 1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les Etats de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.

2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire ».

B.16.4. L'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose :

« 1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement.

2. Nul ne subira de contrainte pouvant porter atteinte à sa liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix.

3. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires à la protection de la sécurité, de l'ordre et de la santé publique, ou de la morale ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui.

4. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions ».

L'article 19 du même Pacte dispose :

« 1. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions.

2. Toute personne a droit à la liberté d'expression; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix.

3. L'exercice des libertés prévues au paragraphe 2 du présent article comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales. Il peut en conséquence être soumis à certaines restrictions qui doivent toutefois être expressément fixées par la loi et qui sont nécessaires :

a) Au respect des droits ou de la réputation d'autrui;

b) A la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques ».

B.17.1. En ce qu'ils reconnaissent le droit à la liberté d'expression, les articles 9 et 10 de la Convention européenne des droits de l'homme et les articles 18 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ont une portée analogue à celle de l'article 19 de la Constitution, qui reconnaît la liberté de manifester ses opinions en toute matière.

Dès lors, les garanties fournies par ces dispositions forment, dans cette mesure, un ensemble indissociable.

B.17.2. La liberté d'expression consacrée par ces articles constitue l'un des fondements essentiels d'une société démocratique. Elle vaut non seulement pour les « informations » ou « idées » accueillies avec faveur ou considérées comme inoffensives ou indifférentes, mais aussi pour celles qui « choquent, inquiètent ou heurtent » l'Etat ou une fraction de la population. Ainsi le veulent le pluralisme, la tolérance et l'esprit d'ouverture sans lesquels il n'est pas de société démocratique (CEDH, 7 décembre 1976, *Handyside* c. Royaume-Uni, § 49, 23 septembre 1998, *Lehideux et Isorni* c. France, § 55, et 28 septembre 1999, *Öztürk* c. Turquie, § 64; grande chambre, 13 juillet 2012, *Mouvement Raëlien suisse* c. Suisse, § 48).

B.17.3. Ainsi qu'il ressort des termes de l'article 10.2 de la Convention européenne des droits de l'homme, l'exercice de la liberté d'expression implique néanmoins certaines obligations et responsabilités (CEDH, 4 décembre 2003, *Gündüz* c. Turquie, § 37), notamment le devoir de principe de ne pas franchir certaines limites « tenant notamment à la protection de la réputation et aux droits d'autrui » (CEDH, 24 février 1997, *De Haes et Gijssels* c. Belgique, § 37; CEDH, 21 janvier 1999, *Fressoz et Roire* c. France, § 45; CEDH, 15 juillet 2003, *Ernst* e.a. c. Belgique, § 92). La liberté d'expression

peut, en vertu de l'article 10.2 de la Convention européenne des droits de l'homme, être soumise, sous certaines conditions, à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions, en vue, notamment, de la protection de la réputation ou des droits d'autrui. Les exceptions dont elle est assortie appellent toutefois « une interprétation étroite, et le besoin de la restreindre doit se trouver établi de manière convaincante » (CEDH, grande chambre, 20 octobre 2015, *Pentikäinen c. Finlande*, § 87).

L'article 19 de la Constitution interdit que la liberté d'expression soit soumise à des restrictions préventives, mais non que les infractions qui sont commises à l'occasion de la mise en œuvre de cette liberté soient sanctionnées.

B.18.1. En érigeant en infraction l'expression, notamment verbale ou écrite, d'un mépris à l'égard d'une personne ou l'expression du fait de la considérer comme inférieure ou comme réduite à sa dimension sexuelle, l'article 2 de la loi du 22 mai 2014 attaquée constitue une ingérence dans le droit à la liberté d'expression.

B.18.2. Il y a dès lors lieu d'examiner si cette ingérence est prévue par une loi suffisamment accessible et précise, est nécessaire dans une société démocratique, répond à un besoin social impérieux et est proportionnée par rapport aux buts légitimes poursuivis par le législateur.

B.19. Il ressort de ce qui est dit en réponse au premier moyen que l'ingérence dans la liberté d'expression est prévue par une loi suffisamment accessible et précise.

B.20.1. La loi attaquée procède de la volonté du législateur de garantir l'égalité des hommes et des femmes. Ainsi, la ministre compétente a exposé au cours des travaux préparatoires :

« Le présent projet trouve son fondement dans l'article 11bis de la Constitution, qui proclame que le législateur se doit de garantir l'égalité des sexes dans l'exercice des droits et libertés » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3297/003, p. 3).

Le sexisme érigé en infraction est entendu comme un ensemble de comportements « attentatoires à la dignité humaine de la personne » à cause de sa « simple appartenance à un sexe »; il s'agit « du mépris envers un sexe, de la croyance fondamentale en l'infériorité intrinsèque d'un sexe » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3297/001, pp. 3-4). L'adoption de la loi attaquée a été conçue comme « un signal clair pour lutter contre la résignation des victimes et l'impunité des auteurs » (*ibid.*, p. 4).

B.20.2. L'égalité des femmes et des hommes est une valeur fondamentale de la société démocratique, protégée par l'article 11bis de la Constitution, par l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et par divers instruments internationaux, tels que, notamment, la Convention des Nations-Unies du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Plus spécifiquement, la lutte contre les violences en raison du sexe constitue une préoccupation actuelle aussi bien de l'Union européenne (adoption par la Commission européenne de la Charte des femmes, le 5 mars 2010) que du Conseil de l'Europe (Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique du 11 mai 2011).

Les objectifs poursuivis par les dispositions attaquées, qui participent de la volonté du législateur de garantir cette valeur, sont légitimes et figurent parmi ceux, énumérés aux articles 9 et 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui peuvent justifier une ingérence dans les droits fondamentaux protégés par ces articles, dès lors qu'ils relèvent tout à la fois de la protection des droits d'autrui, de la défense de l'ordre et de l'affirmation d'une des valeurs fondamentales de la démocratie.

B.21.1. Il est apparu au législateur qu'il était indispensable de renforcer la lutte contre le sexisme, qu'il jugeait « omniprésent », le qualifiant de « phénomène trop répandu » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3297/001, p. 3).

Lors des discussions en commission de la Chambre, la ministre de l'Égalité des chances a également constaté que « le sexisme n'est pas encore reconnu socialement comme condamnable » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3297/003, p. 5).

B.21.2. Eu égard à ces considérations, le législateur a pu estimer que l'adoption des dispositions attaquées était nécessaire pour atteindre l'objectif d'égalité des hommes et des femmes dans l'exercice de leurs droits et libertés que l'article 11bis de la Constitution lui impose de garantir.

B.22.1. Les parties requérantes estiment que les dispositions attaquées ne seraient pas efficaces en vue d'atteindre les objectifs précités, et spécifiquement celui de lutter contre l'impunité des auteurs de comportements sexistes, dans la mesure où elles seraient impraticables et ne seraient donc pas appliquées par les juridictions pénales.

B.22.2. Outre que cet argument repose sur des conjectures impossibles à vérifier, l'efficacité d'une loi pénale, mesurée à l'aune de son application par les juridictions et des condamnations prononcées, ne constitue pas en soi une condition de sa compatibilité avec les dispositions constitutionnelles et conventionnelles citées au moyen. L'affirmation du caractère infractionnel d'un comportement, parce qu'il est jugé par le législateur incompatible avec les valeurs fondamentales de la démocratie, peut aussi avoir un effet éducatif et préventif. La recherche de cet effet, par définition non mesurable objectivement, peut en principe justifier l'adoption de sanctions de nature pénale.

B.23.1. La Cour doit encore examiner si les dispositions attaquées, adoptées en vue de garantir le respect de l'interdiction des comportements sexistes, n'ont pas d'effets disproportionnés par rapport aux objectifs poursuivis.

B.23.2. Selon l'article 2 attaqué, le geste ou le comportement doit avoir « manifestement pour objet d'exprimer un mépris à l'égard d'une personne [...] ou de la considérer [...] comme inférieure [...] ». En outre, le geste ou le comportement doit avoir eu pour effet d'entraîner « une atteinte grave à la dignité » de celle-ci.

Il ressort tant des termes de la disposition attaquée que de ses travaux préparatoires qu'il s'agit d'une infraction intentionnelle et que le législateur a voulu limiter la répression aux cas les plus graves :

« Pour ne pas donner une portée trop large et éviter les recours abusifs à la notion pénale de sexisme, il est important d'insister sur le cumul entre la volonté (le dol spécial, soit l'intention) de nuire et l'effet dégradant du comportement sexiste. En effet, le recours à l'action pénale doit être circonscrit aux cas de sexisme les plus graves, au contraire du système civil qui s'étend aux hypothèses où l'acte sanctionné est pourvu d'effets dégradants sans pour autant qu'il soit animé d'une réelle intention de nuire » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3297/001, p. 7).

« Il faut une intention de nuire (dol) et cette volonté doit être ostensible et incontestable, ce qui requiert un certain niveau de gravité, soumis à l'appréciation du juge pénal » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3297/003, p. 4).

La combinaison des termes de cette disposition indique qu'elle exige l'intention d'exprimer un mépris à l'égard d'une personne ou de la considérer comme inférieure en sachant que le geste ou le comportement est susceptible d'entraîner une atteinte à la dignité de cette personne. En outre, pour être punissable, le geste ou le comportement doit avoir effectivement entraîné une telle atteinte grave.

Il ne peut donc s'agir d'une infraction dont l'existence serait présumée dès lors que les éléments matériels en sont réunis. Il appartient à la partie poursuivante de prouver l'existence du dol spécial requis.

B.23.3. L'emploi des termes « à l'égard d'une personne » dans l'article 2 attaqué indique que l'infraction n'est réalisée que lorsque l'expression en cause vise une ou plusieurs personnes déterminées. Ainsi, « l'incrimination ne vise pas les groupements pris abstraitement mais bien les comportements adressés à l'encontre d'une ou de plusieurs personnes déterminées en raison de leur appartenance à un genre » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3297/003, p. 5).

B.23.4. L'exigence, d'une part, d'un dol spécial et, d'autre part, que l'infraction ait eu pour conséquence d'avoir gravement porté atteinte à la dignité de personnes déterminées exclut que puissent être incriminés, en l'absence d'un tel élément intentionnel ou d'un tel effet à l'égard d'une personne déterminée, les pamphlets, les plaisanteries, les caricatures, les opinions et, singulièrement, les opinions relatives à la place et au rôle différents des personnes en fonction de leur sexe au sein de la société, les publicités et toute expression qui, faute du dol spécial requis, relève de la liberté d'expression.

B.24. Il résulte de ce qui précède que les dispositions attaquées sont raisonnablement proportionnées à l'objectif poursuivi et qu'en conséquence, l'ingérence dans le droit à la liberté d'expression garanti par l'article 19 de la Constitution et par les dispositions conventionnelles citées par le moyen est justifiée.

Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.23.2, le deuxième moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne l'égalité et la non-discrimination (troisième à cinquième moyens)

B.25. Les parties requérantes prennent un troisième moyen de la violation, par les articles 2 et 3 de la loi du 22 mai 2014, des articles 10, 11 et 19 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 9, 10, 14 et 17 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec les articles 18 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Elles font grief aux dispositions attaquées de traiter de manière identique, sans justification objective et raisonnable, les auteurs de comportements incitant à la haine, à la ségrégation ou à la discrimination, d'une part, et les personnes exprimant des opinions sur les différences entre les sexes et sur leurs rôles sociaux respectifs sans inciter ni à la haine, ni à la ségrégation, ni à la discrimination, d'autre part. Elles citent en exemple d'opinions exprimées par les personnes appartenant à la deuxième catégorie, les idées développées par les tenants de certaines religions relativement à la place respective des hommes et des femmes dans la société.

B.26.1. Ainsi qu'il est précisé en B.23.4, l'infraction instituée par les dispositions attaquées n'est réalisée que lorsque le geste ou le comportement incriminé entraîne une atteinte grave à la dignité à l'égard de personnes déterminées. Il en résulte que l'expression d'opinions, en général, sur la place et le rôle des femmes et des hommes dans la société ne relève pas de l'application des articles 2 et 3 de la loi attaquée.

B.26.2. Le troisième moyen n'est pas fondé.

B.27.1. Les parties requérantes prennent un quatrième moyen de la violation, par les articles 2 et 3 de la loi du 22 mai 2014, des articles 10, 11, 19 et 25 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 9, 10 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec les articles 18 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Elles font grief aux dispositions attaquées, d'une part, de traiter de manière identique, sans justification objective et raisonnable, les auteurs ou victimes de conduites susceptibles de constituer des délits de presse et les auteurs ou victimes d'autres conduites et, d'autre part, de traiter de manière différente, sans justification objective et raisonnable, les auteurs de délits de presse sexistes et les auteurs d'autres délits de presse.

B.27.2. L'article 25 de la Constitution dispose :

« La presse est libre; la censure ne pourra jamais être établie; il ne peut être exigé de cautionnement des écrivains, éditeurs ou imprimeurs.

Lorsque l'auteur est connu et domicilié en Belgique, l'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur ne peut être poursuivi ».

B.28.1. Les différences de traitement entre les auteurs de délits, selon qu'ils sont commis par voie de presse ou par un autre moyen, découlent d'un choix posé par le Constituant. La Cour n'est pas compétente pour en connaître.

B.28.2. Pour le surplus, il ne saurait être reproché au législateur, lorsqu'il érige en infraction un comportement susceptible de constituer, dans certains cas, un délit de presse, de ne pas trancher les éventuelles controverses jurisprudentielles relatives à l'étendue de la notion de presse et, singulièrement, à la question de savoir si la diffusion d'écrits par la voie électronique relève de la protection de l'article 25 de la Constitution.

B.29. Le quatrième moyen n'est pas fondé.

B.30. Les parties requérantes prennent un cinquième moyen de la violation, par les articles 2 et 3 de la loi du 22 mai 2014, des articles 10 et 11 de la Constitution.

Elles font grief aux dispositions attaquées de traiter de manière identique, sans justification objective et raisonnable, les personnes affichant un mépris à l'égard des personnes de l'autre sexe suivant que ce mépris est exprimé de manière agressive, d'une part, ou par l'indifférence ou la mésestime, d'autre part.

B.31. Il revient aux juridictions appelées à appliquer la loi, lorsque l'ensemble des éléments constitutifs de l'infraction sont réunis, de déterminer la peine appropriée en tenant compte de la gravité des faits, du contexte et de la personnalité de l'auteur et de la victime. Le comportement agressif ou violent de l'auteur de l'infraction est un élément qui peut être pris en considération par le juge à cet égard. Dès lors que le juge dispose d'un choix entre les peines qu'il prononce, il ne saurait être reproché au législateur de n'avoir pas distingué, dans la loi elle-même, les hypothèses dans lesquelles l'auteur est agressif de celles dans lesquelles il ne l'est pas.

B.32. Le cinquième moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne le droit à l'auto-détermination déduit du droit au respect de la vie privée, le droit au travail et le droit au libre choix d'une activité professionnelle (sixième à neuvième moyens)

B.33. Les parties requérantes prennent un sixième, un septième, un huitième et un neuvième moyen de la violation, par les articles 2 et 3 de la loi du 22 mai 2014, des articles 10, 11, 19, 22 et 23 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 8, 9, 10 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec les articles 18 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Elles font grief aux dispositions attaquées, interprétées comme autorisant la répression d'un comportement jugé attentatoire à la dignité d'une personne, alors que cette dernière a autorisé ce comportement ou qu'elle en est elle-même l'auteur, d'atteindre de manière déraisonnable au droit au respect de la vie privée, en ce qu'il inclut un droit à l'auto-détermination, au droit au travail et au droit au libre choix d'une activité professionnelle.

B.34.1. Comme il est dit en B.11.5, il se déduit de la formulation de l'infraction comme visant « tout geste ou comportement [...] à l'égard d'une personne » qu'elle ne saurait viser les gestes ou comportements d'une personne vis-à-vis d'elle-même.

Les dispositions attaquées ne peuvent donc, contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, être interprétées comme permettant la répression du fait pour une femme de porter un vêtement confessionnel tel qu'un voile ou un foulard.

B.34.2. Pour le même motif, les dispositions attaquées ne sauraient être interprétées comme autorisant la répression de la prostitution volontaire ou de la pornographie dans le chef de la personne qui s'adonne à ces activités.

B.35.1. En revanche, l'infraction de sexisme peut être commise à l'égard d'une personne, malgré le fait que cette personne ait consenti au geste ou au comportement, posé par un tiers, si ce geste ou ce comportement a pour conséquence de porter gravement atteinte à sa dignité. L'absence de consentement n'est, en effet, pas un élément constitutif de l'infraction. L'objectif poursuivi par le législateur n'est, au demeurant, pas uniquement de protéger les droits des victimes de gestes ou de comportements sexistes mais, également, de garantir l'égalité des femmes et des hommes, ce qui est une valeur fondamentale de la société dont la réalisation bénéficie à la totalité de ses membres et pas seulement aux victimes potentielles de sexisme.

B.35.2. A supposer que la pénalisation des gestes ou comportements sexistes par la loi attaquée puisse entraîner une atteinte au droit à la vie privée ou au droit au travail ou au libre choix d'une activité professionnelle de la victime, cette atteinte ne serait pas, pour les motifs exprimés en B.19 à B.24, sans justification raisonnable.

B.36. Les sixième, septième, huitième et neuvième moyens ne sont pas fondés.

Par ces motifs,
la Cour

- annule le mot « essentiellement » dans la version française de l'article 2 de la loi du 22 mai 2014 « tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public et modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes afin de pénaliser l'acte de discrimination »;

- sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.23.2, rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 25 mai 2016.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux

Le président,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2016/203069]

Uittreksel uit arrest nr. 72/2016 van 25 mei 2016

Rolnummer : 6145

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 2 en 3 van de wet van 22 mei 2014 « ter bestrijding van seksisme in de openbare ruimte en tot aanpassing van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie teneinde de daad van discriminatie te bestraffen », ingesteld door de « Parti Libertariens » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 20 januari 2015 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 21 januari 2015, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 2 en 3 van de wet van 22 mei 2014 « ter bestrijding van seksisme in de openbare ruimte en tot aanpassing van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie teneinde de daad van discriminatie te bestraffen » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 juli 2014) door de « Parti Libertariens », Feyrouze Omrani en Patrick Smets, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. R. Fonteyn, advocaat bij de balie te Brussel.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de artikelen 2 en 3 van de wet van 22 mei 2014 ter bestrijding van seksisme in de openbare ruimte en tot aanpassing van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie teneinde de daad van discriminatie te bestraffen, die bepalen :

« Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt begrepen onder seksisme elk gebaar of handeling die, in de in artikel 444 van het Strafwetboek bedoelde omstandigheden, klaarblijkelijk bedoeld is om minachting uit te drukken jegens een persoon wegens zijn geslacht, of deze, om dezelfde reden, als minderwaardig te beschouwen of te reduceren tot diens geslachtelijke dimensie en die een ernstige aantasting van de waardigheid van deze persoon ten gevolge heeft.

Art. 3. Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van vijftig euro tot duizend euro of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die een in artikel 2 bedoeld gedrag aanneemt ».

B.1.2. De bestreden wet heeft « als doelstelling om het bestaande juridische arsenaal te versterken door het ontwikkelen van instrumenten ter bestrijding van de seksistische fenomenen » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3297/001, p. 3).

In de memorie van toelichting wordt aangegeven :

« Men moet immers vaststellen dat de seksistische problemen nog niet erkend worden als een algemeen fenomeen op zich, dat de waakzaamheid is gedaald en dat het ' collectief onbewustzijn ' vandaag nog steeds de bestendiging van de mannelijke en vrouwelijke stereotypen toelaat.

Seksisme is niet het erfdeel van achtergestelde wijken of van een specifieke gemeenschap, maar is alomtegenwoordig. Er zijn te veel berustende getuigenissen over een al te wijdverbreid fenomeen. Een democratische rechtsstaat kan niet toelaten dat het geslacht van een persoon de aanleiding is voor gedragingen die de persoonlijke menselijke waardigheid aantasten.

Er is inderdaad een gestage bewustwording aan de gang en de Europese en Belgische wetgeving gaan heden ten dage de strijd aan met de discriminaties tussen mannen en vrouwen in een aantal welbepaalde domeinen. Nochtans kan de vrijheid van komen en gaan vandaag de dag nog steeds belemmerd worden door seksistisch gedrag, net als het recht op respect voor de menselijke waardigheid, hoewel de Grondwetgever in zijn artikel 11*bis* nadrukkelijk verklaart : ' De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen voor vrouwen en mannen de gelijke uitoefening van hun rechten en vrijheden ' » (*ibid.*).

« De opstellers van dit ontwerp wensen [...] het recht [te] bevestigen op de menselijke waardigheid van iedere persoon in zoverre die onder een geslacht ressorteert » (*ibid.*, p. 4).

In de Kamercommissie heeft de minister van Gelijke Kansen aangegeven :

« Dit wetsontwerp vindt zijn constitutionele grondslag in artikel 11*bis* van de Grondwet. Dat artikel bepaalt uitdrukkelijk dat bij de uitoefening van de rechten en vrijheden, de gendergelijkheid bij wet moet worden gewaarborgd » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3297/003, p. 3).

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep

B.2.1. De eerste verzoekende partij is de « Parti Libertarien ». De Ministerraad gaat ervan uit dat die partij niet over de bekwaamheid beschikt om voor het Hof een beroep tot vernietiging in te stellen, aangezien niet wordt betwist dat het om een feitelijke vereniging gaat.

B.2.2. Naar luid van artikel 2, 2^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 dient de verzoekende partij voor het Hof een natuurlijke persoon of een rechtspersoon te zijn die doet blijken van een belang. De politieke partijen die feitelijke verenigingen zijn, hebben in beginsel niet de vereiste bekwaamheid om voor het Hof een beroep in te stellen.

Anders is het slechts wanneer zij optreden in aangelegenheden waarvoor zij wettelijk als afzonderlijke entiteiten worden erkend en wanneer, terwijl hun optreden bij de wet is erkend, sommige aspecten daarvan in het geding zijn.

B.2.3. Zulks is te dezen niet het geval. Het beroep is onontvankelijk in zoverre het is ingesteld door de « Parti Libertarien ».

B.3.1. De tweede en de derde verzoekende partij zijn natuurlijke personen die uiteenzetten dat zij, zoals elke burger, kunnen worden vervolgd op basis van de bestreden bepalingen.

B.3.2. De Ministerraad betwist het belang van die verzoekende partijen om in rechte op te treden. Hij is van mening dat hun belang zich niet onderscheidt van het belang dat elke persoon heeft bij de inachtneming van de Grondwet, zodat het beroep veel weg zou hebben van een *actio popularis*.

B.3.3. Artikel 142 van de Grondwet en artikel 2, 2^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt. Bijgevolg is de *actio popularis* niet toelaatbaar.

Bepalingen die in een vrijheidsberovende straf voorzien, raken een dermate essentieel aspect van de vrijheid van de burger, dat zij niet slechts die personen aanbelangen die het voorwerp uitmaken of hebben uitgemaakt van een strafrechtelijke procedure.

B.3.4. Het beroep is ontvankelijk ten aanzien van de tweede en de derde verzoekende partij.

Ten gronde

Wat het wettigheidsbeginsel in strafzaken betreft (eerste middel)

B.4.1. De verzoekende partijen leiden een eerste middel af uit de schending, door de artikelen 2 en 3 van de wet van 22 mei 2014, van de artikelen 10, 11, 12, tweede lid, en 14 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 5 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met de algemene beginselen van wettigheid, rechtszekerheid en de vereiste van voorzienbaarheid van de strafwet. Zij verwijten de wetgever het misdrijf in het bestreden artikel 2 niet in voldoende nauwkeurige en duidelijke bewoordingen te hebben gedefinieerd.

Het wettigheidsbeginsel in strafzaken is niet uitgedrukt in artikel 5 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, maar wel in artikel 7 van dat Verdrag.

B.4.2. Artikel 12, tweede lid, van de Grondwet bepaalt :

« Niemand kan worden vervolgd dan in de gevallen die de wet bepaalt en in de vorm die zij voorschrijft ».

Artikel 7.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Niemand kan worden veroordeeld wegens een handelen of nalaten, dat geen strafbaar feit naar nationaal of internationaal recht uitmaakte ten tijde dat het handelen of nalaten geschiedde. Evenmin zal een zwaardere straf worden opgelegd dan die welke ten tijde van het begaan van het strafbare feit van toepassing was ».

B.5.1. Het wettigheidsbeginsel in strafzaken gaat uit van de idee dat de strafwet moet worden geformuleerd in bewoordingen op grond waarvan eenieder, op het ogenblik waarop hij een gedrag aanneemt, kan uitmaken of dat gedrag al dan niet strafbaar is. Het eist dat de wetgever in voldoende nauwkeurige, duidelijke en rechtszekerheid biedende bewoordingen bepaalt welke feiten strafbaar worden gesteld, zodat, enerzijds, diegene die een gedrag aanneemt, vooraf op afdoende wijze kan inschatten wat het strafrechtelijke gevolg van dat gedrag zal zijn en, anderzijds, aan de rechter geen al te grote beoordelingsbevoegdheid wordt gelaten.

Het wettigheidsbeginsel in strafzaken staat evenwel niet eraan in de weg dat de wet aan de rechter een beoordelingsbevoegdheid toekent. Er dient immers rekening te worden gehouden met het algemene karakter van de wetten, de uiteenlopende situaties waarop zij van toepassing zijn en de evolutie van de gedragingen die zij bestraffen.

B.5.2. Aan het vereiste dat een misdrijf duidelijk moet worden omschreven in de wet is voldaan wanneer de rechtsonderhorige, op basis van de bewoordingen van de relevante bepaling en, indien nodig, met behulp van de interpretatie daarvan door de rechtscolleges, kan weten welke handelingen en welke verzuimen zijn strafrechtelijke aansprakelijkheid meebrengen.

Enkel bij het onderzoek van een specifieke strafbepaling is het mogelijk om, rekening houdend met de elementen eigen aan de misdrijven die zij wil bestraffen, te bepalen of de door de wetgever gehanteerde algemene bewoordingen zo vaag zijn dat ze het wettigheidsbeginsel in strafzaken zouden schenden.

B.6. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft over artikel 7 van het Verdrag geoordeeld :

« Daaruit volgt dat de misdrijven en de straffen waarmee zij worden bestraft duidelijk in de wet moeten worden omschreven. Aan dat vereiste is voldaan wanneer de rechtsonderhorige, op basis van de bewoordingen van de relevante bepaling, indien nodig met behulp van de interpretatie daarvan door de rechtbanken en, in voorkomend geval, na een beroep te hebben gedaan op bekwame raadslieden, kan weten welke handelingen en welke verzuimen zijn strafrechtelijke aansprakelijkheid meebrengen en welke straf hij daardoor oploopt [...].

Precies wegens het algemene karakter van de wetten kunnen de bewoordingen daarvan geen absolute nauwkeurigheid vertonen. Een van de typische regelgevingstechnieken bestaat erin een beroep te doen op algemene categorieën veeleer dan op uitputtende lijsten. In veel wetten wordt dan ook noodgedwongen gebruikgemaakt van min of meer vage formuleringen waarvan de interpretatie en de toepassing afhangen van de praktijk [...]. In welk rechtssysteem dan ook, hoe duidelijk de bewoordingen van een wetsbepaling, met inbegrip van een strafrechtelijke bepaling, ook kunnen zijn, bestaat er bijgevolg onvermijdelijk een element van rechterlijke interpretatie. Men zal steeds onduidelijkheden moeten verhelderen en zich moeten aanpassen aan veranderde situaties. Bovendien gaat zekerheid, hoewel ten zeerste gewenst, soms gepaard met overdreven starheid; het recht moet zich echter kunnen aanpassen aan veranderde situaties [...].

De beslissingsfunctie die aan de rechtscolleges is toevertrouwd, dient net om de twijfels weg te nemen die zouden kunnen blijven bestaan in verband met de interpretatie van de normen [...] » (EHRM, grote kamer, 21 oktober 2013, *del Rio Prada t. Spanje*, § 79 en §§ 92-93).

B.7. De grieven van de verzoekende partijen hebben betrekking op verscheidene termen of uitdrukkingen waarop de in het bestreden artikel 2 opgestelde definitie van seksisme berust en die een bron zouden zijn van onvoorzienbaarheid en, bijgevolg, van rechtsonzekerheid in zoverre zij aan de strafrechter een te grote interpretatierange zouden laten.

De redactionele verschillen tussen de Franse en de Nederlandse versie van de wet

B.8.1. Artikel 3 van de bestreden wet straft hij die een in artikel 2 van dezelfde wet bedoeld gedrag aanneemt. Dat artikel wil seksisme bestraffen en definieert dat als elk « gebaar of handeling » die beantwoordt aan de daarin vastgelegde definitie. In de Nederlandse versie wordt in artikel 3 de term « gedrag » en in artikel 2 de termen « gebaar of handeling » gebruikt.

B.8.2. In tegenstelling met hetgeen de verzoekende partijen aanvoeren, sluit de Franse versie het seksistische gebaar niet van de definitie van laakbare gedragingen uit, aangezien het begrip « gedrag » van een individu, in de courante betekenis ervan, ook de door hem gemaakte gebaren omvat. Uit de loutere omstandigheid dat in het bestreden artikel 2, in de Franse versie ervan, de uitdrukking « geste ou comportement » (« gebaar of handeling ») en in artikel 3 de term « comportement » (« gedrag ») worden gebruikt, kan niet worden afgeleid dat de wetgever heeft willen afwijken van de courante betekenis van het woord « comportement » en de « gestes » (« gebaren ») ervan heeft willen uitsluiten. Die interpretatie wordt voor het overige bevestigd door de memorie van toelichting :

« De weerhouden definitie vereist een ' gebaar, verbaal gedrag ' [...].

Deze daad kan worden uitgedrukt door een verbale houding of een gebaar. [...] Inderdaad, het begrip ' gedrag ' kan erg verschillende realiteiten omvatten » (*Parl. St., Kamer, 2013-2014, DOC 53-3297/001, p. 7*).

B.9.1. Uit de omstandigheid dat in de Franse tekst van artikel 2 de uitdrukking « en raison de son appartenance sexuelle » wordt gebruikt terwijl de Nederlandse tekst de uitdrukking « wegens zijn geslacht » bevat, kan evenmin worden afgeleid dat beide teksten in die zin zouden moeten worden begrepen dat zij verschillende strafbaarstellingen in het leven roepen.

B.9.2. Uit de memorie van toelichting blijkt immers duidelijk dat de wetgever heeft geoordeeld dat het hem toebehoort om « het recht op het respect voor een persoon nieuw leven in te blazen, of deze persoon nu tot het ene of het andere geslacht behoort » (*ibid.*, p. 4). Daaruit moet worden afgeleid dat de uitdrukking « en raison de son appartenance sexuelle » synoniem is met de uitdrukking « en raison de son sexe » en equivalent aan de Nederlandse uitdrukking « wegens zijn geslacht ». Het bij de bestreden wet in het leven geroepen misdrijf beoogt dus de gebaren of handelingen die klaarblijkelijk bedoeld zijn om minachting uit te drukken jegens een persoon wegens het feit dat die een vrouw of een man is, of die, om dezelfde reden, als minderwaardig te beschouwen of te reduceren tot diens geslachtelijke dimensie.

B.10.1. De verzoekende partijen wijzen ten slotte erop dat het in de Franse tekst van het bestreden artikel 2 gebruikte woord « essentiellement » in de Nederlandse tekst geen equivalent heeft.

B.10.2. In zoverre die discordantie tussen de Franse en de Nederlandse versie van de bepaling een interpretatiemoeilijkheid zou kunnen doen ontstaan die strijdig is met het wettigheidsbeginsel in strafzaken, dient dat woord in de Franse versie van het bestreden artikel 2 te worden vernietigd.

De ernstige aantasting van de waardigheid van de beoogde persoon

B.11.1. In het bestreden artikel 2 wordt duidelijk aangegeven dat het misdrijf slechts tot stand komt indien het gebaar of de handeling een ernstige aantasting van de waardigheid van de beoogde persoon tot gevolg heeft, ongeacht of het gaat om een gebaar dat of een handeling die minachting uitdrukt jegens een persoon, om een gebaar dat of een handeling die de wil van de steller ervan uitdrukt om die persoon als minderwaardig te beschouwen of nog om een gebaar dat of een handeling die hem tot zijn geslachtelijke dimensie reduceert. In tegenstelling met hetgeen de verzoekende partijen beweren, is de tekst dienaangaande ondubbelzinnig. Om krachtens de bestreden wet strafbaar te zijn, moet de strafbaar gestelde handeling of het strafbaar gestelde gebaar in alle gevallen tot gevolg hebben gehad ernstig afbreuk te doen aan de waardigheid van het slachtoffer.

B.11.2. De verzoekende partijen verwijten de wetgever niet te hebben gepreciseerd of onder de uitdrukking « en die een ernstige aantasting van de waardigheid van deze persoon ten gevolge heeft » alleen de handelingen dienen te worden begrepen waarvan de betrokken persoon het slachtoffer zou zijn, dan wel of daarvoor ook de handelingen dienen te worden begrepen welke die persoon te zijnen aanzien zou toestaan of waarvan hij zelf de steller zou zijn, hetgeen, volgens hen, een bron van onvoorzienbaarheid zou zijn die strijdig is met het wettigheidsbeginsel in strafzaken.

B.11.3. Het begrip aantasting van de persoonlijke waardigheid of van de menselijke waardigheid is een begrip dat reeds is aangewend zowel door de Grondwetgever (artikel 23 van de Grondwet) en de wetgever (artikelen 136^{quater}, 433^{quinquies} en 433^{decies} van het Strafwetboek; artikelen 1675/3, derde lid, 1675/10, § 4, eerste lid, 1675/12, § 2, eerste lid, en 1675/13, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek; artikel 2 van de wet van 2 juni 1998 houdende oprichting van een Informatie- en Adviescentrum inzake de schadelijke sektarische organisaties en van een Administratieve coördinatieve inzake de strijd tegen schadelijke sektarische organisaties; artikel 5 van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden; artikel 3 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen) als door de rechtspraak (zie *Cass.*, 23 maart 2004, *Arr. Cass.*, 2004, nr. 165, en 8 november 2005, *Arr. Cass.*, 2005, nr. 576).

B.11.4. Daarenboven kan het begrip « ernstige aantasting van de menselijke waardigheid van een persoon » niet een verschillende inhoud krijgen naar gelang van de persoonlijke en subjectieve beoordelingen van het slachtoffer van de handeling. De ontstentenis van instemming van het slachtoffer is immers geen bestanddeel van het bij de bestreden bepalingen in het leven geroepen misdrijf. Het staat aan de rechter bij wie de zaak aanhangig is gemaakt, te bepalen, rekening houdend met de concrete omstandigheden waarin het gebaar of de handeling zijn gesteld, of de bestanddelen van het misdrijf, met inbegrip van de gevolgen op het vlak van ernstige aantasting van de waardigheid van de betrokken persoon, verenigd zijn.

Daaruit vloeit voort dat de eventuele instemming van het slachtoffer van de strafbaar gestelde handeling of van het strafbaar gestelde gebaar, hoewel die in overweging kan worden genomen door de rechter die moet bepalen of dat gebaar dan wel die handeling een ernstige aantasting van de waardigheid van het slachtoffer tot gevolg heeft gehad en, in voorkomend geval, een straf vast te leggen, op zich alleen de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van de steller van het gebaar of van de handeling niet kan uitsluiten.

B.11.5. Ten slotte kan uit de formulering van het misdrijf in die zin dat het « elk gebaar of handeling [...] jegens een persoon » beoogt, worden afgeleid dat het niet de gebaren of handelingen van een persoon tegenover zichzelf kan beogen. Aangezien de bestreden bepaling dienaangaande ondubbelzinnig is, kan de wetgever niet worden verweten de gevallen waarin een persoon een gebaar zou hebben aangenomen dat of een handeling zou hebben aangenomen die een ernstige aantasting van zijn eigen waardigheid tot gevolg zou hebben, niet uitdrukkelijk te hebben uitgesloten.

B.11.6. Uit hetgeen voorafgaat, kan worden afgeleid dat de voorwaarde volgens welke, om strafbaar te zijn, het gebaar dat of de handeling die bij het bestreden artikel 2 wordt beoogd, een ernstige aantasting van de menselijke waardigheid van de beoogde persoon tot gevolg moet hebben gehad, voldoende nauwkeurig, duidelijk en voorzienbaar is.

Het « beschouwen » van een persoon als minderwaardig

B.12.1. De verzoekende partijen verwijten de wetgever dat hij in het bestreden artikel 2 niet heeft gepreciseerd wat dient te worden begrepen onder de woorden « [een persoon] als minderwaardig te beschouwen ». Zij zijn van mening dat een gebaar of een handeling niet kan « beschouwen » en voegen eraan toe dat de kleinering verwijst naar een ideologische constructie onder dekking waarvan de mening van diegenen die een traditionele verdeling van de geslachten verdedigen, zou worden bestraft.

B.12.2. De tekst van het bestreden artikel 2 kan slechts in die zin worden begrepen dat het ertoe strekt elk gebaar te bestraffen dat of elke handeling te bestraffen die de bedoeling van de steller ervan uitdrukt om een persoon wegens zijn geslacht als minderwaardig te beschouwen. Het gebruik van het woord « beschouwen » doet dienaangaande geen enkele dubbelzinnigheid ontstaan.

B.12.3. Daarenboven blijkt uit de memorie van toelichting duidelijk dat de bedoeling van de wetgever erin bestaat de strafrechtelijke bestraffing te beperken tot « de ernstigste gevallen van seksisme », waarin het gedrag « een vernederend effect » heeft (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3297/001, p. 7). Daarom komt het misdrijf pas tot stand wanneer het gebaar of de handeling een ernstige aantasting van de waardigheid van de beoogde persoon tot gevolg heeft.

Bovendien moet het strafbaar gestelde gebaar of de strafbaar gestelde handeling een of meer bepaalde personen beogen, en niet de leden van het ene of het andere geslacht op onbepaalde wijze. Daaruit kan worden afgeleid dat het loutere uiten van meningen met betrekking tot de respectieve plaats of rol van de geslachten in de samenleving niet het in het bestreden artikel 2 beoogde misdrijf kan uitmaken.

De uitdrukking van « minachting » jegens een persoon

B.13. Het begrip « minachting » in de zin van misprijzen (« mépris ») is door de strafwetgever reeds gebruikt. De artikelen 377bis, 405quater, 422quater, 438bis, 442ter, 453bis, 514bis, 525bis, 532bis en 534quater van het Strafwetboek voorzien in een verzwaring van de straffen die worden opgelopen voor de daarin beoogde wanbedrijven en misdaden wanneer een van de drijfveren daarvan bestaat in « de haat tegen, het misprijzen van of de vijandigheid tegen » het slachtoffer wegens verschillende criteria die in die bepalingen zijn opgesomd.

Met betrekking tot het bij de bestreden bepaling in het leven geroepen misdrijf wijst niets erop dat de wetgever heeft willen afwijken van de gewone betekenis van het woord « misprijzen ». In de memorie van toelichting wordt dienaangaande vermeld dat dat begrip verwijst naar « hypotheses waarbij een persoon als niet achtenswaardig of moreel laakbaar wordt beschouwd » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3297/001, p. 7). De uitdrukking « klaarblijkelijk bedoeld is om minachting uit te drukken jegens een persoon » heeft een voldoende duidelijke en nauwkeurige normatieve inhoud om een strafrechtelijk misdrijf te definiëren.

De reductie van een persoon tot diens geslachtelijke dimensie

B.14. Ten slotte wordt het misdrijf dat bestaat in de aanneming van een handeling die of van een gebaar dat klaarblijkelijk bedoeld is om een persoon tot diens geslachtelijke dimensie te reduceren, ook voldoende nauwkeurig gedefinieerd ten aanzien van het wettigheidsbeginsel in strafzaken, aangezien is vereist dat het gedrag een ernstige aantasting van de waardigheid van de beoogde persoon tot gevolg heeft.

B.15.1. Voor het overige, zelfs indien ervan zou dienen te worden uitgegaan dat de termen, elk afzonderlijk genomen, die het voorwerp uitmaken van de kritiek van de verzoekende partijen, geen voldoende nauwkeurige draagwijdte of inhoud hebben, geeft de vereiste, die een bestanddeel van het misdrijf is, volgens welke de strafbaar gestelde handelingen en gebaren een ernstige aantasting van de waardigheid van de persoon tot gevolg moeten hebben gehad, aan de rechtscolleges voldoende aanwijzingen ten aanzien van het toepassingsgebied van de bestreden wet. Het is inherent aan de opdracht van de strafrechter om te oordelen over de ernst van een gedrag en bijgevolg te bepalen of dat al dan niet binnen het toepassingsgebied van de strafwet valt. Door de strafrechtelijke bestraffing voor te behouden aan de gebaren of handelingen die een ernstige aantasting van de waardigheid van de persoon tot gevolg hebben gehad, heeft de wetgever voldaan aan de vereisten van het wettigheidsbeginsel in strafzaken.

B.15.2. Onder voorbehoud van hetgeen in B.10.2 is vermeld in verband met het woord « essentiellement » dat in de Franse versie van het bestreden artikel 2 moet worden vernietigd, is het eerste middel niet gegrond.

Wat de vrijheid van meningsuiting betreft (tweede middel)

B.16.1. De verzoekende partijen leiden een tweede middel af uit de schending van artikel 19 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 9 en 10 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met de artikelen 18 en 19 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten. Zij verwijten de artikelen 2 en 3 van de bestreden wet dat zij afbreuk doen aan het bij die bepalingen gewaarborgde recht op vrije meningsuiting.

B.16.2. Artikel 19 van de Grondwet bepaalt :

« De vrijheid van eredienst, de vrije openbare uitoefening ervan, alsmede de vrijheid om op elk gebied zijn mening te uiten, zijn gewaarborgd, behoudens bestraffing van de misdrijven die ter gelegenheid van het gebruikmaken van die vrijheden worden gepleegd ».

B.16.3. Artikel 9 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« 1. Eenieder heeft recht op vrijheid van gedachte, geweten en godsdienst; dit recht omvat tevens de vrijheid om van godsdienst of overtuiging te veranderen, alsmede de vrijheid hetzij alleen, hetzij met anderen, zowel in het openbaar als in zijn particuliere leven zijn godsdienst of overtuiging te belijden door de eredienst, door het onderwijzen ervan, door de praktische toepassing ervan en het onderhouden van de geboden en voorschriften.

2. De vrijheid van godsdienst of overtuiging te belijden kan aan geen andere beperkingen zijn onderworpen dan die welke bij de wet zijn voorzien, en die in een democratische samenleving nodig zijn voor de openbare orde, gezondheid of zedelijkheid of de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen ».

Artikel 10 van hetzelfde Verdrag bepaalt :

« 1. Eenieder heeft recht op vrijheid van meningsuiting. Dit recht omvat de vrijheid een mening te koesteren en de vrijheid om inlichtingen of denkbeelden te ontvangen of door te geven, zonder inmenging van overheidswege en ongeacht grenzen. Dit artikel belet niet dat Staten radio-omroep-, bioscoop- of televisie-ondernemingen kunnen onderwerpen aan een systeem van vergunningen.

2. Daar de uitoefening van deze vrijheden plichten en verantwoordelijkheden met zich brengt, kan zij worden onderworpen aan bepaalde formaliteiten, voorwaarden, beperkingen of sancties, welke bij de wet worden voorzien en die in een democratische samenleving nodig zijn in het belang van 's lands veiligheid, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, de bescherming van de goede naam of de rechten van anderen, om de verspreiding van vertrouwelijke mededelingen te voorkomen of om het gezag en de onpartijdigheid van de rechterlijke macht te waarborgen ».

B.16.4. Artikel 18 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten bepaalt :

« 1. Een ieder heeft het recht op vrijheid van denken, geweten en godsdienst. Dit recht omvat tevens de vrijheid een zelf gekozen godsdienst of overtuiging te hebben of te aanvaarden, alsmede de vrijheid hetzij alleen, hetzij met anderen, zowel in het openbaar als in zijn particuliere leven zijn godsdienst of overtuiging tot uiting te brengen door de eredienst, het onderhouden van de geboden en voorschriften, door praktische toepassing en het onderwijzen ervan.

2. Op niemand mag dwang worden uitgeoefend die een belemmering zou betekenen van zijn vrijheid een door hemzelf gekozen godsdienst of overtuiging te hebben of te aanvaarden.

3. De vrijheid van een ieder zijn godsdienst of overtuiging tot uiting te brengen kan slechts in die mate worden beperkt als wordt voorgeschreven door de wet en noodzakelijk is ter bescherming van de openbare veiligheid, de orde, de volksgezondheid, de goede zeden of de fundamentele rechten en vrijheden van anderen.

4. De Staten die partij zijn bij dit Verdrag verbinden zich de vrijheid te eerbiedigen van ouders of wettige voogden, de godsdienstige en morele opvoeding van hun kinderen of pupillen overeenkomstig hun eigen overtuiging te verzekeren ».

Artikel 19 van hetzelfde Verdrag bepaalt :

« 1. Een ieder heeft het recht zonder inmenging een mening te koesteren.

2. Een ieder heeft het recht op vrijheid van meningsuiting; dit recht omvat mede de vrijheid inlichtingen en denkbeelden van welke aard ook op te sporen, te ontvangen en door te geven, ongeacht grenzen, hetzij mondeling, hetzij in geschreven of gedrukte vorm, in de vorm van kunst, of met behulp van andere media naar zijn keuze.

3. Aan de uitoefening van de in het tweede lid van dit artikel bedoelde rechten zijn bijzondere plichten en verantwoordelijkheden verbonden. Deze kan derhalve aan bepaalde beperkingen worden gebonden, doch alleen beperkingen die bij de wet worden voorzien en nodig zijn :

a) in het belang van de rechten of de goede naam van anderen;

b) in het belang van de nationale veiligheid of ter bescherming van de openbare orde, de volksgezondheid of de goede zeden ».

B.17.1. In zoverre zij het recht op vrije meningsuiting erkennen, hebben de artikelen 9 en 10 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en de artikelen 18 en 19 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten een draagwijdte die analoog is aan die van artikel 19 van de Grondwet, dat de vrijheid om op elk gebied zijn mening te uiten erkent.

De bij die bepalingen geboden waarborgen vormen dan ook, in die mate, een onlosmakelijk geheel.

B.17.2. De in die artikelen gewaarborgde vrijheid van meningsuiting is een van de pijlers van een democratische samenleving. Zij geldt niet alleen voor de « informatie » of de « ideeën » die gunstig worden onthaald of die als onschuldig of onverschillig worden beschouwd, maar ook voor die welke de Staat of een of andere groep van de bevolking « schokken, verontrusten of kwetsen ». Zo willen het pluralisme, de verdraagzaamheid en de geest van openheid, zonder welke er geen democratische samenleving kan bestaan (EHRM, 7 december 1976, *Handyside* t. Verenigd Koninkrijk, § 49; 23 september 1998, *Lehideux en Isorni* t. Frankrijk, § 55; 28 september 1999, *Öztürk* t. Turkije, § 64; grote kamer, 13 juli 2012, *Mouvement Raëlien suisse* t. Zwitserland, § 48).

B.17.3. Niettemin brengt de uitoefening van de vrijheid van meningsuiting, zoals blijkt uit de bewoordingen van artikel 10.2 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, bepaalde plichten en verantwoordelijkheden met zich mee (EHRM, 4 december 2003, *Gündüz* t. Turkije, § 37), onder meer de principiële plicht bepaalde grenzen « die meer bepaald de bescherming van de goede naam en de rechten van anderen nastreven » niet te overschrijden (EHRM, 24 februari 1997, *De Haes en Gijssels* t. België, § 37; 21 januari 1999, *Fressoz en Roire* t. Frankrijk, § 45; 15 juli 2003, *Ernst e.a.* t. België, § 92). De vrijheid van meningsuiting kan, krachtens artikel 10.2 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, onder bepaalde voorwaarden worden onderworpen aan formaliteiten, voorwaarden, beperkingen of sancties, met het oog op, onder meer, de bescherming van de goede naam of de rechten van anderen. De uitzonderingen waarmee zij gepaard gaat, dienen echter « eng te worden geïnterpreteerd, en de noodzaak om haar te beperken moet op overtuigende wijze worden aangetoond » (EHRM, grote kamer, 20 oktober 2015, *Pentikäinen* t. Finland, § 87).

Artikel 19 van de Grondwet verbiedt dat de vrijheid van meningsuiting aan preventieve beperkingen wordt onderworpen, maar niet dat misdrijven die ter gelegenheid van het gebruikmaken van die vrijheid worden gepleegd, worden bestraft.

B.18.1. Door de, met name verbale of schriftelijke, uitdrukking van misprijzen jegens een persoon of de uitdrukking van het feit die als minderwaardig te beschouwen of te reduceren tot diens geslachtelijke dimensie, als misdrijf aan te merken, vormt artikel 2 van de bestreden wet van 22 mei 2014 een inmenging in het recht op vrije meningsuiting.

B.18.2. Er dient bijgevolg te worden onderzocht of die inmenging is bepaald bij een voldoende toegankelijke en nauwkeurige wet, noodzakelijk is in een democratische samenleving, beantwoordt aan een dwingende maatschappelijke behoefte en evenredig is met de door de wetgever nagestreefde wettige doelstellingen.

B.19. Uit hetgeen is gesteld in antwoord op het eerste middel, blijkt dat de inmenging in de vrijheid van meningsuiting is bepaald bij een voldoende toegankelijke en nauwkeurige wet.

B.20.1. De bestreden wet vloeit voort uit de wil van de wetgever om de gelijkheid van mannen en vrouwen te waarborgen. Aldus heeft de bevoegde minister tijdens de parlementaire voorbereiding uiteengezet :

« Dit wetsontwerp vindt zijn constitutionele grondslag in artikel 11bis van de Grondwet. Dat artikel bepaalt uitdrukkelijk dat bij de uitoefening van de rechten en vrijheden, de gendergelijkheid bij wet moet worden gewaarborgd » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3297/003, p. 3).

Het als misdrijf aangemerkte seksisme wordt begrepen als een geheel van gedragingen « die de persoonlijke menselijke waardigheid aantasten » wegens « het geslacht van een persoon », het gaat om « de minachting tegenover een geslacht, een fundamenteel geloof in de wezenlijke minderwaardigheid van een geslacht » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3297/001, pp. 3-4). De aanneming van de bestreden wet werd opgevat als « een duidelijk signaal [...] tegen de berusting van de slachtoffers en de straffeloosheid van de daders » (*ibid.*, p. 4).

B.20.2. De gelijkheid van vrouwen en mannen is een fundamentele waarde van de democratische samenleving, beschermd door artikel 11bis van de Grondwet, door artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en door verschillende internationale instrumenten, zoals, inzonderheid, het Verdrag van de Verenigde Naties van 18 december 1979 inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen. Meer specifiek vormt de strijd tegen geweld op grond van het geslacht een actuele bekommernis zowel van de Europese Unie (aanneming door de Europese Commissie van het Vrouwencharter op 5 maart 2010) als van de Raad van Europa (Verdrag van de Raad van Europa van 11 mei 2011 inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld).

De doelstellingen die worden nagestreefd met de bestreden bepalingen, die getuigen van de wil van de wetgever om die waarde te waarborgen, zijn legitiem en behoren tot die doelstellingen, opgesomd in de artikelen 9 en 10 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, die een inmenging in de bij die artikelen beschermde fundamentele rechten kunnen verantwoorden, aangezien zij tegelijkertijd onder de bescherming van de rechten van anderen, de bescherming van de openbare orde en de bevestiging van een van de fundamentele waarden van de democratie vallen.

B.21.1. Het kwam de wetgever voor dat het onontbeerlijk is de strijd te versterken tegen het seksisme, dat hij « alomtegenwoordig » achtte, waarbij hij het als « een al te wijdverbreid fenomeen » aanmerkte (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3297/001, p. 3).

Tijdens de besprekingen in de Kamercommissie heeft de minister van Gelijke Kansen ook vastgesteld dat « de samenleving [...] seksisme [...] nog niet als verwerpelijk [beschouwt] » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3297/003, p. 5).

B.21.2. Gelet op die overwegingen kon de wetgever van mening zijn dat de aanneming van de bestreden bepalingen noodzakelijk was om de doelstelling te bereiken van gelijkheid van vrouwen en mannen in de uitoefening van hun rechten en vrijheden, die hij krachtens artikel 11bis van de Grondwet dient te waarborgen.

B.22.1. De verzoekende partijen zijn van mening dat de bestreden bepalingen niet doeltreffend zouden zijn om de voormelde doelstellingen te bereiken, en specifiek de doelstelling de straffeloosheid van de daders van seksistische gedragingen te bestrijden, in zoverre zij onuitvoerbaar zouden zijn en door de strafrechten dus niet zullen worden toegepast.

B.22.2. Benevens het feit dat dat argument berust op gissingen die onmogelijk kunnen worden nagegaan, vormt de doeltreffendheid van een strafwet, afgemeten aan de toepassing ervan door de rechtscolleges en de uitgesproken veroordelingen, op zich geen voorwaarde voor de bestaanbaarheid ervan met de in het middel aangehaalde grondwets- en verdragsbepalingen. De bevestiging van het strafbare karakter van een gedrag, omdat het door de wetgever onbestaanbaar wordt geacht met de fundamentele waarden van de democratie, kan ook een educatief en preventief effect hebben. Het nastreven van dat effect, dat per definitie niet objectief meetbaar is, kan in beginsel de aanneming van sancties van strafrechtelijke aard verantwoorden.

B.23.1. Het Hof moet nog onderzoeken of de bestreden bepalingen, aangenomen teneinde de inachtneming van het verbod op seksistische gedragingen te waarborgen, geen onevenredige gevolgen hebben ten opzichte van de nagestreefte doelstellingen.

B.23.2. Volgens het bestreden artikel 2 moet het gebaar of de handeling « klaarblijkelijk bedoeld [zijn] om minachting uit te drukken jegens een persoon [...] of deze [...] als minderwaardig te beschouwen [...] ». Bovendien moet het gebaar of de handeling « een ernstige aantasting van de waardigheid » van die persoon tot gevolg hebben gehad.

Zowel uit de bewoordingen van de bestreden bepaling als uit de parlementaire voorbereiding ervan blijkt dat het gaat om een opzettelijk misdrijf en dat de wetgever de bestraffing heeft willen beperken tot de ernstigste gevallen :

« Om het toepassingsgebied niet te ruim te maken en het misbruik van het strafrechtelijk begrip seksisme te vermijden, is het belangrijk om de nadruk te leggen [op] het samengaan van de wil (bijzonder opzet of intentie) tot beschadigen en het vernederende effect van het seksistisch gedrag. De strafrechtelijke procedure moet worden afgebakend tot de ernstigste gevallen van seksisme, in tegenstelling tot het burgerrechtelijk systeem, dat reikt tot de hypothesen waarbij de bestrafte handeling een vernederend effect heeft zonder dat daarbij uitgegaan werd van een daadwerkelijke intentie tot schade berokkenen » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3297/001, p. 7).

« Dit slaat op de wil om schade te berokkenen in strafrechtelijke zin (het opzet); die wil moet duidelijk en onbetwistbaar zijn, wat vereist dat de zaak vrij ernstig moet zijn, hetgeen aan de beoordeling van de strafrechter wordt overgelaten » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3297/003, p. 4).

De combinatie van de bewoordingen van die bepaling geeft aan dat zij de intentie vereist om « misprijzen » uit te drukken jegens een persoon of om deze als minderwaardig te beschouwen in de wetenschap dat het gebaar of de handeling kan leiden tot een aantasting van de waardigheid van die persoon. Bovendien moet dat gebaar of die handeling, om strafbaar te zijn, daadwerkelijk zulk een ernstige aantasting tot gevolg hebben gehad.

Het mag dus niet gaan om een misdrijf waarvan het bestaan zou worden aangenomen vanaf het ogenblik dat de materiële elementen ervan aanwezig zijn. Het staat aan de vervolgende partij het bestaan van het vereiste bijzonder opzet te bewijzen.

B.23.3. Het gebruik van de bewoordingen « jegens een persoon » in het bestreden artikel 2 wijst erop dat het misdrijf slechts tot stand komt wanneer de betrokken uitdrukking een of meer welbepaalde personen beoogt. Aldus « [beoogt] de strafbaarstelling [...] geen abstracte groepen van mensen, wel gedragingen die om gendergerelateerde redenen gericht zijn tegen een of meer welbepaalde personen » (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3297/003, p. 5).

B.23.4. Door de vereiste, enerzijds, van een bijzonder opzet en, anderzijds, dat het misdrijf tot gevolg heeft gehad ernstig afbreuk te hebben gedaan aan de waardigheid van welbepaalde personen, wordt uitgesloten dat, indien geen sprake is van zulk een opzettelijk element of van zulk een effect ten aanzien van een welbepaalde persoon, pamfletten, grappen, spottende uitlatingen, meningen en, in het bijzonder, meningen met betrekking tot de verschillende plaats en rol binnen de samenleving van personen naar gelang van hun geslacht, reclame en elke uiting die, bij gebrek aan het vereiste bijzonder opzet, behoort tot de vrijheid van meningsuiting, strafbaar zouden kunnen worden gesteld.

B.24. Uit hetgeen voorafgaat, volgt dat de bestreden bepalingen redelijkerwijs evenredig zijn met de nagestreefte doelstelling en dat de inmenging in het recht op vrije meningsuiting, dat wordt gewaarborgd bij artikel 19 van de Grondwet en bij de in het middel aangehaalde verdragsbepalingen, bijgevolg verantwoord is.

Onder voorbehoud van de in B.23.2 vermelde interpretatie, is het tweede middel niet gegrond.

Wat de gelijkheid en de niet-discriminatie betreft (derde tot vijfde middel)

B.25. De verzoekende partijen leiden een derde middel af uit de schending, door de artikelen 2 en 3 van de wet van 22 mei 2014, van de artikelen 10, 11 en 19 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 9, 10, 14 en 17 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met de artikelen 18 en 19 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

Zij verwijten de bestreden bepalingen de stellers van gedragingen die aanzetten tot haat, segregatie of discriminatie, enerzijds, en personen die meningen uiten over de verschillen tussen de geslachten en hun respectieve sociale rol zonder aan te zetten tot haat, segregatie of discriminatie, anderzijds, zonder objectieve en redelijke verantwoording, op identieke wijze te behandelen. Als voorbeeld van meningen uitgedrukt door personen die tot de tweede categorie behoren, halen zij de ideeën aan die door de aanhangers van sommige godsdiensten worden uiteengezet met betrekking tot de respectieve plaats van mannen en vrouwen in de samenleving.

B.26.1. Zoals in B.23.4 is gepreciseerd, komt het bij de bestreden bepalingen ingestelde misdrijf slechts tot stand wanneer het strafbaar gestelde gebaar of de strafbaar gestelde handeling ten aanzien van een welbepaalde persoon een ernstige aantasting van diens waardigheid met zich meebrengt. Daaruit volgt dat het uiten van meningen in het algemeen over de plaats en de rol van vrouwen en mannen in de samenleving niet onder de toepassing van de artikelen 2 en 3 van de bestreden wet valt.

B.26.2. Het derde middel is niet gegrond.

B.27.1. De verzoekende partijen leiden een vierde middel af uit de schending, door de artikelen 2 en 3 van de wet van 22 mei 2014, van de artikelen 10, 11, 19 en 25 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 9, 10 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met de artikelen 18 en 19 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

Zij verwijten de bestreden bepalingen de daders of slachtoffers van gedragingen die drukpersmisdrijven kunnen uitmaken en de daders of slachtoffers van andere gedragingen, zonder objectieve en redelijke verantwoording, op identieke wijze te behandelen, enerzijds, en de daders van seksistische drukpersmisdrijven en de daders van andere drukpersmisdrijven, zonder objectieve en redelijke verantwoording, verschillend te behandelen, anderzijds.

B.27.2. Artikel 25 van de Grondwet bepaalt :

« De drukpers is vrij; de censuur kan nooit worden ingevoerd; geen borgstelling kan worden geëist van de schrijvers, uitgevers of drukkers.

Wanneer de schrijver bekend is en zijn woonplaats in België heeft, kan de uitgever, de drukker of de verspreider niet worden vervolgd ».

B.28.1. De verschillen in behandeling tussen de daders van misdrijven naargelang zij worden begaan via de drukpers of via een ander middel, vloeien voort uit een door de Grondwetgever gemaakte keuze. Het Hof is niet bevoegd om kennis ervan te nemen.

B.28.2. Voor het overige kan de wetgever, wanneer hij een gedrag dat in sommige gevallen een drukpersmisdrijf kan uitmaken, als misdrijf aanmerkt, niet worden verweten de eventuele controverses in de rechtspraak met betrekking tot de omvang van het begrip drukpers en, in het bijzonder, met betrekking tot de vraag of de verspreiding van geschriften via elektronische weg onder de bescherming valt van artikel 25 van de Grondwet, niet te beslechten.

B.29. Het vierde middel is niet gegrond.

B.30. De verzoekende partijen leiden een vijfde middel af uit de schending, door de artikelen 2 en 3 van de wet van 22 mei 2014, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Zij verwijten de bestreden bepalingen personen die misprijzen tegenover personen van het andere geslacht tentoonspreiden, naargelang dat misprijzen op agressieve wijze, enerzijds, dan wel via onverschilligheid of miskenning, anderzijds, wordt uitgedrukt, zonder objectieve en redelijke verantwoording, op identieke wijze te behandelen.

B.31. Aan de rechtscolleges die ertoe geroepen zijn de wet toe te passen komt het toe, wanneer alle bestanddelen van het misdrijf verenigd zijn, de gepaste straf te bepalen, rekening houdend met de ernst van de feiten, de context en de persoonlijkheid van de dader en het slachtoffer. Het agressieve of gewelddadige gedrag van de dader van het misdrijf is een element dat in dat verband door de rechter in overweging kan worden genomen. Aangezien de rechter beschikt over een keuze tussen de straffen die hij uitspreekt, kan de wetgever niet worden verweten in de wet zelf de gevallen waarin de dader agressief is en die waarin hij dat niet is, niet te hebben onderscheiden.

B.32. Het vijfde middel is niet gegrond.

Wat betreft het recht op zelfbeschikking afgeleid uit het recht op eerbiediging van het privéleven, het recht op arbeid en het recht op de vrije keuze van een beroepsactiviteit (zesde tot negende middel)

B.33. De verzoekende partijen leiden een zesde, een zevende, een achtste en een negende middel af uit de schending, door de artikelen 2 en 3 van de wet van 22 mei 2014, van de artikelen 10, 11, 19, 22 en 23 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 8, 9, 10 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met de artikelen 18 en 19 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

Zij verwijten de bestreden bepalingen, in die zin geïnterpreteerd dat zij de bestraffing toestaan van een gedrag dat geacht wordt afbreuk te doen aan de waardigheid van een persoon, terwijl die laatste dat gedrag heeft toegestaan of zelf de dader ervan is, op onredelijke wijze het recht op eerbiediging van het privéleven, in zoverre het een recht op zelfbeschikking omvat, het recht op arbeid en het recht op de vrije keuze van een beroepsactiviteit aan te tasten.

B.34.1. Zoals in B.11.5 is vermeld, kan uit de formulering van het misdrijf in die zin dat het « elk gebaar of handeling [...] jegens een persoon » beoogt, worden afgeleid dat het niet de gebaren of handelingen van een persoon tegenover zichzelf kan beogen.

In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen betogen, kunnen de bestreden bepalingen dus niet in die zin worden geïnterpreteerd dat zij de bestraffing toelaten van het feit dat een vrouw een confessioneel kledingstuk zoals een sluier of een hoofddoek draagt.

B.34.2. Om dezelfde reden kunnen de bestreden bepalingen niet in die zin worden geïnterpreteerd dat zij de bestraffing toestaan van vrijwillige prostitutie of pornografie vanwege de persoon die zich aan die activiteiten overgeeft.

B.35.1. Daarentegen kan het misdrijf seksisme jegens een persoon worden begaan, ondanks het feit dat die persoon heeft ingestemd met het gebaar of de handeling, gesteld door een derde, indien dat gebaar of die handeling tot gevolg heeft ernstig afbreuk te doen aan de waardigheid van die persoon. De ontstentenis van instemming is immers geen bestanddeel van het misdrijf. De door de wetgever nagestreefde doelstelling bestaat overigens niet alleen erin de rechten van de slachtoffers van seksistische gebaren of handelingen te beschermen, maar ook de gelijkheid van vrouwen en mannen te waarborgen, hetgeen een fundamentele waarde van de samenleving is, waarvan de verwezenlijking ten goede komt aan alle leden ervan en niet alleen aan de mogelijke slachtoffers van seksisme.

B.35.2. In de veronderstelling dat de strafbaarstelling van seksistische gebaren of handelingen bij de bestreden wet een aantasting van het recht op privéleven of van het recht op arbeid of op de vrije keuze van een beroepsactiviteit van het slachtoffer met zich zou kunnen meebrengen, zou die aantasting, om de in B.19 tot B.24 uitgedrukte redenen, niet zonder redelijke verantwoording zijn.

B.36. Het zesde, het zevende, het achtste en het negende middel zijn niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt het woord « essentiellement » in de Franse versie van artikel 2 van de wet van 22 mei 2014 « ter bestrijding van seksisme in de openbare ruimte en tot aanpassing van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie teneinde de daad van discriminatie te bestraffen »;

- onder voorbehoud van de in B.23.2 vermelde interpretatie, verwierpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 25 mei 2016.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2016/203069]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 72/2016 vom 25. Mai 2016

Geschäftsverzeichnisnummer 6145

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2 und 3 des Gesetzes vom 22. Mai 2014 zur Bekämpfung des Sexismus im öffentlichen Raum und zur Abänderung des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern im Hinblick auf die Unterstrafestellung der diskriminierenden Handlung, erhoben von der «Parti Libertarien» und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Mercckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 20. Januar 2015 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 21. Januar 2015 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2 und 3 des Gesetzes vom 22. Mai 2014 « zur Bekämpfung des Sexismus im öffentlichen Raum und zur Abänderung des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern im Hinblick auf die Unterstrafestellung der diskriminierenden Handlung » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 24. Juli 2014): die «Parti Libertarien», Feyrouze Omrani und Patrick Smets, unterstützt und vertreten durch RA R. Fonteyn, in Brüssel zugelassen.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung der Artikel 2 und 3 des Gesetzes vom 22. Mai 2014 zur Bekämpfung des Sexismus im öffentlichen Raum und zur Abänderung des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern im Hinblick auf die Unterstrafestellung der diskriminierenden Handlung, die bestimmen:

«Art. 2. Für die Anwendung des vorliegenden Gesetzes versteht man unter Sexismus jede Geste oder jedes Verhalten, die, unter den in Artikel 444 des Strafgesetzbuches erwähnten Umständen, augenscheinlich zum Ziel haben, einer anderen Person gegenüber Geringschätzung wegen ihres Geschlechts zum Ausdruck zu bringen oder sie aus demselben Grund als minderwertig anzusehen oder auf ihre geschlechtliche Dimension zu reduzieren, und die eine ernsthafte Verletzung der Würde dieser Person zur Folge haben.

Art. 3. Mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahr und einer Geldbuße von 50 EUR bis 1.000 EUR oder mit nur einer dieser Strafen wird derjenige bestraft, der ein in Artikel 2 erwähntes Verhalten aufweist».

B.1.2. Das angefochtene Gesetz «bezweckt, das bestehende Rechtsarsenal zu verstärken durch die Entwicklung von Instrumenten zur Bekämpfung der sexistischen Phänomene» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3297/001, S. 3).

In der Begründung wurde angeführt:

«Es ist in der Tat festzustellen, dass die sexistischen Probleme noch nicht als ein allgemeines Phänomen an sich anerkannt werden, dass die Wachsamkeit nachgelassen hat und dass das ' kollektive Unbewusstsein ' heute immer noch den Fortbestand der Stereotypen Männer-Frauen erlaubt.

Sexismus besteht nicht nur in benachteiligten Regionen oder in einer spezifischen Gemeinschaft, sondern ist allgegenwärtig. Es gibt allzu viele resignierte Aussagen über dieses allzu weit verbreitete Phänomen. In einem demokratischen Rechtsstaat kann man es nicht zulassen, dass die bloße Zugehörigkeit zu einem Geschlecht der Auslöser für Verhaltensweisen ist, mit denen die Menschenwürde der Person verletzt wird.

Es findet zwar allmählich eine Bewusstseinsbildung statt, und heute werden in den europäischen und den belgischen Rechtsvorschriften die Diskriminierungen zwischen Männern und Frauen in gewissen spezifischen Bereichen bekämpft. Dennoch kann die Bewegungsfreiheit auch heute noch durch sexistische Verhaltensweisen eingeschränkt werden, ebenso wie das Recht auf Achtung der Menschenwürde, obwohl der Verfassungsgeber in Artikel 11*bis* nachdrücklich erklärt: ' Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet Frauen und Männern die gleiche Ausübung ihrer Rechte und Freiheiten ' » (ebenda).

«Die Autoren dieses Entwurfs möchten [...] das Recht einer jeden Person auf Menschenwürde, insofern es mit einem Geschlecht zusammenhängt, bestätigen» (ebenda, S. 4).

Im Kammerausschuss hat die Ministerin der Chancengleichheit angeführt:

«Dieser Gesetzentwurf beruht auf Artikel 11*bis* der Verfassung, der bestimmt, dass der Gesetzgeber verpflichtet ist, die Gleichheit der Geschlechter in der Ausübung der Rechte und Freiheiten zu gewährleisten» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3297/003, S. 3).

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage

B.2.1. Die erste klagende Partei ist die «Parti Libertarien». Der Ministerrat ist der Auffassung, dass diese Partei nicht über die Rechtsfähigkeit verfüge, um eine Nichtigkeitsklage beim Gerichtshof einzureichen, da nicht bestritten werde, dass es sich um eine faktische Vereinigung handle.

B.2.2. Laut Artikel 2 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 muss die vor dem Gerichtshof klagende Partei eine natürliche oder juristische Person sein, die ein Interesse nachweist. Politische Parteien, die faktische Vereinigungen sind, haben grundsätzlich nicht die erforderliche Fähigkeit, vor dem Gerichtshof zu klagen.

Anders verhält es sich nur dann, wenn sie in Angelegenheiten auftreten, für die sie gesetzlich als separate Entitäten anerkannt werden, und wenn, während ihr Auftreten durch Gesetz anerkannt ist, gewisse Aspekte davon zur Debatte stehen.

B.2.3. Dies trifft in diesem Fall nicht zu. Die Klage ist unzulässig, insofern sie durch die «Parti Libertarien» eingereicht wurde.

B.3.1. Die zweite und die dritte klagende Partei sind natürliche Personen, die darlegen, dass sie wie alle Bürger auf der Grundlage der angefochtenen Bestimmungen verfolgt werden könnten.

B.3.2. Der Ministerrat stellt das Interesse dieser klagenden Parteien an der Klageerhebung in Abrede. Er ist der Auffassung, dass ihr Interesse sich nicht vom Interesse einer jeden Person an der Einhaltung der Verfassung unterscheidet, sodass die Klage einer Popularklage gleichkomme.

B.3.3. Artikel 142 der Verfassung und Artikel 2 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte. Demzufolge ist die Popularklage nicht zulässig.

Bestimmungen, die eine Freiheitsstrafe vorsehen, betreffen einen derart wesentlichen Aspekt der Freiheit der Bürger, dass sie nicht nur die Personen anbelangen, die Gegenstand eines strafrechtlichen Verfahrens sind oder gewesen sind.

B.3.4. Die Klage ist zulässig in Bezug auf die zweite und die dritte klagende Partei.

Zur Hauptsache

In Bezug auf das Legalitätsprinzip in Strafsachen (erster Klagegrund)

B.4.1. Die klagenden Parteien leiten einen ersten Klagegrund ab aus einem Verstoß durch die Artikel 2 und 3 des Gesetzes vom 22. Mai 2014 gegen die Artikel 10, 11, 12 Absatz 2 und 14 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 5 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit den allgemeinen Grundsätzen der Legalität, der Rechtssicherheit und dem Erfordernis der Vorhersehbarkeit des Strafgesetzes. Sie bemängeln, dass der Gesetzgeber den Verstoß gegen den angefochtenen Artikel 2 nicht ausreichend präzise und deutlich definiert habe.

Das Legalitätsprinzip in Strafsachen ist nicht in Artikel 5 der Europäischen Menschenrechtskonvention, sondern in Artikel 7 dieser Konvention ausgedrückt.

B.4.2. Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung bestimmt:

«Niemand darf verfolgt werden, es sei denn in den durch Gesetz bestimmten Fällen und in der dort vorgeschriebenen Form».

Artikel 7 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«Niemand kann wegen einer Handlung oder Unterlassung verurteilt werden, die zur Zeit ihrer Begehung nach inländischem oder internationalem Recht nicht strafbar war. Ebenso darf keine höhere Strafe als die im Zeitpunkt der Begehung der strafbaren Handlung angedrohte Strafe verhängt werden».

B.5.1. Das Legalitätsprinzip in Strafsachen geht aus dem Gedanken hervor, dass das Strafrecht so formuliert sein muss, dass jeder zu dem Zeitpunkt, wo er ein Verhalten annimmt, wissen kann, ob dieses strafbar ist oder nicht. Er erfordert, dass der Gesetzgeber in ausreichend präzisen, klaren und Rechtssicherheit bietenden Formulierungen angibt, welche Handlungen bestraft werden, damit einerseits derjenige, der ein Verhalten annimmt, vorher in ausreichender Weise beurteilen kann, welche strafrechtlichen Folgen dieses Verhalten haben wird, und damit andererseits dem Richter keine zu große Ermessensbefugnis überlassen wird.

Das Legalitätsprinzip in Strafsachen verhindert jedoch nicht, dass das Gesetz dem Richter eine Ermessensbefugnis gewährt. Man muss nämlich der allgemeinen Beschaffenheit der Gesetze, der Verschiedenartigkeit der Situationen, auf die sie Anwendung finden, und der Entwicklung der durch sie geahndeten Verhaltensweisen Rechnung tragen.

B.5.2. Die Bedingung, dass eine Straftat durch das Gesetz klar definiert sein muss, ist erfüllt, wenn der Rechtsunterworfenen anhand der Formulierung der relevanten Bestimmung und gegebenenfalls mit Hilfe ihrer Auslegung durch die Rechtsprechungsorgane wissen kann, durch welche Handlungen und Unterlassungen er strafrechtlich haftbar wird.

Erst durch die Prüfung einer spezifischen Strafbestimmung ist es möglich, unter Berücksichtigung der jeweiligen Elemente der dadurch zu ahndenden Straftaten festzustellen, ob die durch den Gesetzgeber verwendeten allgemeinen Formulierungen derart ungenau sind, dass sie das Legalitätsprinzip in Strafsachen missachten würden.

B.6. Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte hat in Bezug auf Artikel 7 der Konvention geurteilt:

«Daraus ist zu schlussfolgern, dass die Straftaten und die Strafen, mit denen sie bestraft werden, deutlich im Gesetz definiert sein müssen. Dieses Erfordernis ist erfüllt, wenn der Rechtsunterworfenen auf der Grundlage des Wortlauts der relevanten Bestimmung, notwendigenfalls anhand ihrer Auslegung durch die Gerichte und gegebenenfalls nach der Inanspruchnahme von qualifizierten Beratern, wissen kann, welche Handlungen und welche Versäumnisse seine strafrechtliche Haftung zur Folge haben und welcher Strafe er sich dadurch aussetzt [...].

Gerade wegen der allgemeinen Beschaffenheit der Gesetze kann ihr Wortlaut keine absolute Präzision aufweisen. Eine der typischen Regelstechniken besteht darin, auf allgemeine Kategorien zurückzugreifen statt auf erschöpfende Listen. In vielen Gesetzen wird so notgedrungen auf mehr oder wenige vage Formulierungen zurückgegriffen, deren Auslegung und Anwendung praxisabhängig sind [...]. In gleich welchem Rechtssystem gibt es daher, wie deutlich der Wortlaut einer Gesetzesbestimmung, einschließlich einer Bestimmung des Strafrechts, auch sein mag, unvermeidlich ein Element der richterlichen Auslegung. Undeutlichkeiten müssen immer geklärt werden, und man muss sich veränderten Situationen anpassen. Überdies geht die Gewissheit, auch wenn sie zutiefst erwünscht ist, bisweilen mit einer übermäßigen Starrheit einher; das Recht muss sich jedoch veränderten Situationen anpassen können [...].

Die den Gerichten anvertraute Entscheidungsfunktion dient gerade dazu, die Zweifel zu zerstreuen, die im Zusammenhang mit der Auslegung der Normen bestehen bleiben können [...]» (EuGHMR, Große Kammer, 21. Oktober 2013, *del Rio Prada* gegen Spanien, § 79 und §§ 92-93).

B.7. Die Beschwerdegründe der klagenden Parteien betreffen mehrere Begriffe oder Ausdrücke, auf denen die Definition des Sexismus im angefochtenen Artikel 2 beruhe und die zu Unvorhersehbarkeit und somit zu Rechtsunsicherheit führten, insofern sie dem Strafrichter einen allzu großen Auslegungsspielraum überließen.

Die Textunterschiede zwischen der französischen und der niederländischen Fassung des Gesetzes

B.8.1. Gemäß Artikel 3 des angefochtenen Gesetzes wird jeder bestraft, der ein Verhalten im Sinne von Artikel 2 dieses Gesetzes annimmt. Durch diesen Artikel soll der Sexismus geahndet werden und wird dieser definiert als «jede Geste oder jedes Verhalten» die beziehungsweise das der darin festgelegten Definition entspricht. In der niederländischen Fassung wird der Begriff «gedrag» in Artikel 3 und werden die Begriffe «gebaar of handeling» in Artikel 2 verwendet.

B.8.2. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, wird in der französischen Fassung eine sexistische Geste nicht von der Definition der strafbaren Handlungen ausgeschlossen, da der Begriff des «Verhaltens» eines Einzelnen im geläufigen Sinne ebenfalls seine Gesten beinhaltet. Aus dem bloßen Umstand, dass im angefochtenen Artikel 2 in der französischen Fassung der Ausdruck «geste ou comportement» («Geste oder Verhalten») und in Artikel 3 der Begriff «comportement» («Verhalten») verwendet werden, kann nicht abgeleitet werden, dass der Gesetzgeber vom geläufigen Sinne des Wortes «comportement» abweichen und die «gestes» («Gesten») daraus hätte ausschließen wollen. Diese Auslegung wird im Übrigen durch die Begründung bestätigt:

«Die verwendete Definition setzt eine ' Geste, ein Verhalten ' voraus [...].

Die Handlung kann durch eine verbale Verhaltensweise oder eine Geste ausgedrückt werden. [...] Der Begriff ' Verhalten ' kann nämlich bedeutend unterschiedliche Realitäten umfassen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3297/001, S. 7).

B.9.1. Aus dem Umstand, dass im französischen Text von Artikel 2 der Ausdruck «en raison de son appartenance sexuelle» verwendet wird, während der niederländische Text den Ausdruck «wegens zijn geslacht» enthält, kann ebenfalls nicht abgeleitet werden, dass die beiden Texte so zu verstehen wären, dass sie zu unterschiedlichen Unterstrafestellungen führten.

B.9.2. Aus der Begründung geht nämlich deutlich hervor, dass es nach Auffassung des Gesetzgebers ihm oblag, «das Recht auf Achtung einer Person neu zu beleben, ungeachtet ihres Geschlechts» (ebenda, S. 4). Daraus ist abzuleiten, dass der Ausdruck «en raison de son appartenance sexuelle» ein Synonym für den Ausdruck «en raison de son sexe» und dem niederländischen Ausdruck «wegens zijn geslacht» gleichwertig ist. Die durch das angefochtene Gesetz eingeführte Straftat betrifft also Gesten oder Verhaltensweisen, die eindeutig darin bestehen, Geringschätzung in Bezug auf eine Person auszudrücken, weil sie eine Frau oder ein Mann ist, oder sie aus dem gleichen Grund als minderwertig oder im Wesentlichen auf ihre geschlechtliche Dimension reduziert betrachtet wird.

B.10.1. Die klagenden Parteien bemerken schließlich, dass es für das im französischen Text des angefochtenen Artikels 2 verwendete Wort «essentiellement» nichts Gleichwertiges im niederländischen Text gebe.

B.10.2. Insofern dieser Unterschied zwischen der französischen und der niederländischen Fassung der Bestimmung zu einer Auslegungsschwierigkeit führen könnte, die im Widerspruch zum Legalitätsprinzip in Strafsachen stehen würde, ist dieses Wort in der französischen Fassung des angefochtenen Artikels 2 für nichtig zu erklären.

Die ernsthafte Verletzung der Würde der betroffenen Person

B.11.1. Im angefochtenen Artikel 2 ist deutlich angegeben, dass der Verstoß nur verwirklicht ist, wenn die Geste oder das Verhalten zu einer ernsthaften Verletzung der Würde der betroffenen Person führt, sei es im Fall einer Geste oder eines Verhaltens als Ausdruck der Geringschätzung einer Person, einer Geste oder eines Verhaltens als Ausdruck des Willens des Urhebers, sie als minderwertig zu betrachten, oder aber einer Geste oder eines Verhaltens, wodurch sie auf ihre geschlechtliche Dimension reduziert wird. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, ist der Text diesbezüglich unzweideutig. Um aufgrund des angefochtenen Gesetzes strafbar zu sein, muss das unter Strafe gestellte Verhalten oder die unter Strafe gestellte Geste in jedem Fall zur Folge haben, dass die Würde des Opfers ernsthaft verletzt wird.

B.11.2. Die klagenden Parteien bemängeln, dass der Gesetzgeber nicht präzisiert habe, ob unter dem Ausdruck «und die eine ernsthafte Verletzung der Würde dieser Person zur Folge haben» nur die Verhaltensweisen zu verstehen seien, deren Opfer die betroffene Person sei, oder darunter ebenfalls die Verhaltensweisen zu verstehen seien, die sie ihr gegenüber erlaube oder die sie selbst ausführe, was ihrer Auffassung nach zu Unvorhersehbarkeit führe und im Widerspruch zum Legalitätsprinzip in Strafsachen stehe.

B.11.3. Der Begriff der Verletzung der persönlichen Würde oder der menschlichen Würde ist ein Begriff, der sowohl durch den Verfassungsgeber (Artikel 23 der Verfassung) und den Gesetzgeber (Artikel 136^{quater}, 433^{quinquies} und 433^{decies} des Strafgesetzbuches; Artikel 1675/3 Absatz 3, 1675/10 § 4 Absatz 1, 1675/12 § 2 Absatz 1 und 1675/13 § 6 des Gerichtsgesetzbuches; Artikel 2 des Gesetzes vom 2. Juni 1998 zur Errichtung eines Informations- und Beratungszentrums bezüglich der schädlichen sektiererischen Organisationen sowie einer Administrativen Koordinierungszelle bezüglich der Bekämpfung schädlicher sektiererischer Organisationen; Artikel 5 des Grundsatzgesetzes vom 12. Januar 2005 über das Gefängniswesen und die Rechtsstellung der Inhaftierten; Artikel 3 des Gesetzes vom 12. Januar 2007 über die Aufnahme von Asylsuchenden und von bestimmten anderen Kategorien von Ausländern) als auch in der Rechtsprechung verwendet wird (siehe Kass., 23. März 2004, *Pas.*, 2004, Nr. 165, und 8. November 2005, *Pas.*, 2005, Nr. 576).

B.11.4. Im Übrigen kann der Begriff der ernsthaften Verletzung der Würde einer Person keinen unterschiedlichen Inhalt haben je nach den persönlichen und subjektiven Einschätzungen des Opfers des Verhaltens. Das fehlende Einverständnis des Opfers ist nämlich kein Bestandteil der durch die angefochtenen Bestimmungen eingeführten Straftat. Es obliegt dem befassten Richter, unter Berücksichtigung der konkreten Umstände, unter denen die Geste oder das Verhalten stattgefunden hat, zu bestimmen, ob die Tatbestandsmerkmale, einschließlich der Folgen hinsichtlich der ernsthaften Verletzung der Würde der betroffenen Person, gegeben sind.

Folglich kann das etwaige Einverständnis des Opfers des unter Strafe gestellten Verhaltens oder der unter Strafe gestellten Geste, auch wenn es durch den Richter berücksichtigt werden kann, der bestimmen soll, ob diese Geste oder dieses Verhalten zu einer ernsthaften Verletzung seiner Würde geführt hat, und gegebenenfalls eine Strafe festlegen soll, an sich nicht die strafrechtliche Haftung des Urhebers der Geste oder des Verhaltens ausschließen.

B.11.5. Schließlich ist aus der Formulierung der Straftat in dem Sinne, dass sie «jede Geste oder jedes Verhalten [...] einer [...] Person gegenüber» betrifft, abzuleiten, dass sie nicht die Gesten oder Verhaltensweisen einer Person gegenüber sich selbst betreffen kann. Da die angefochtene Bestimmung diesbezüglich unzweideutig ist, kann dem Gesetzgeber nicht vorgeworfen werden, nicht ausdrücklich die Fälle ausgeschlossen zu haben, in denen eine Person eine Geste oder eine Verhaltensweise angenommen hätte, die zu einer ernsthaften Verletzung ihrer eigenen Würde führen würde.

B.11.6. Aus dem Vorstehenden ist zu schlussfolgern, dass die Bedingung, wonach die Geste oder das Verhalten im Sinne des angefochtenen Artikels 2, um strafrechtlich strafbar zu sein, zu einer ernsthaften Verletzung der Menschenwürde der betroffenen Person geführt haben muss, ausreichend präzise, deutlich und vorhersehbar ist.

Die Geringschätzung einer Person

B.12.1. Die klagenden Parteien bemängeln, dass der Gesetzgeber im angefochtenen Artikel 2 nicht präzisiert habe, was unter den Wörtern «[eine Person] als minderwertig anzusehen» zu verstehen sei. Sie sind der Auffassung, dass eine Geste oder ein Verhalten nicht «ansehen» könne, und fügen hinzu, dass die Geringschätzung auf einem ideologischen Konstrukt Bezug nehme, wonach die Meinung derjenigen, die eine traditionelle Geschlechterteilung befürworteten, bestraft würde.

B.12.2. Der Text des angefochtenen Artikels 2 kann nur so verstanden werden, dass damit bezweckt wird, jede Geste oder jedes Verhalten zu ahnden, womit der Urheber seine Absicht ausdrückt, eine Person aufgrund ihres Geschlechts als minderwertig anzusehen. Die Verwendung des Wortes «ansehen» führt diesbezüglich zu keinerlei Doppelsinnigkeit.

B.12.3. Im Übrigen geht deutlich aus der Begründung hervor, dass der Gesetzgeber beabsichtigt, die strafrechtliche Ahndung auf «die schwersten Fälle von Sexismus» zu begrenzen, in denen die Verhaltensweise «eine erniedrigende Wirkung» hat (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3297/001, S. 7). Daher kommt die Straftat nur zustande, wenn die Geste oder das Verhalten eine ernsthafte Verletzung der Würde der betreffenden Person zur Folge hat.

Außerdem muss die unter Strafe gestellte Geste oder Verhaltensweise eine oder mehrere bestimmte Personen betreffen, und nicht die Mitglieder des einen oder anderen Geschlechts auf undefinierte Weise. Folglich kann der bloße Ausdruck von Meinungen über die Stellung oder Rolle der Geschlechter in der Gesellschaft keine Straftat im Sinne des angefochtenen Artikels 2 darstellen.

Der Ausdruck der «Geringschätzung» gegenüber einer Person

B.13. Der Begriff «Geringschätzung» im Sinne von Verachtung («mépris») ist bereits durch den Strafgesetzgeber verwendet worden. In den Artikeln 377bis, 405quater, 422quater, 438bis, 442ter, 453bis, 514bis, 525bis, 532bis und 534quater des Strafgesetzbuches ist eine Erschwerung der Strafen für die darin erwähnten Verbrechen und Vergehen vorgesehen, wenn einer der Beweggründe «Hass, Verachtung oder Feindseligkeit» gegenüber dem Opfer wegen verschiedener, in diesen Bestimmungen aufgezählter Kriterien ist.

In Bezug auf die durch die angefochtene Bestimmung eingeführte Straftat deutet nichts darauf hin, dass der Gesetzgeber beabsichtigt hätte, von der gewöhnlichen Bedeutung des Wortes «Verachtung» abzuweichen. In der Begründung wurde diesbezüglich angeführt, dass dieser Begriff die «Fälle, in denen eine Person als nicht achtenswert oder moralisch verwerflich betrachtet wird» betrifft (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3297/001, S. 7). Der Begriff «augenscheinlich zum Ziel haben, einer anderen Person gegenüber Geringschätzung zum Ausdruck zu bringen» hat einen ausreichend deutlichen und präzisen normgebenden Inhalt, um einen strafrechtlichen Verstoß zu definieren.

Die Reduzierung einer Person auf ihre geschlechtliche Dimension

B.14. Schließlich wird die Straftat, die in einer Verhaltensweise oder einer Geste besteht, wodurch offensichtlich bezweckt wird, eine Person auf ihre geschlechtliche Dimension zu reduzieren, ebenfalls ausreichend präzise hinsichtlich des Legalitätsprinzips in Strafsachen definiert, da es erforderlich ist, dass das Verhalten zu einer ernsthaften Verletzung der Würde der betroffenen Person führt.

B.15.1. Im Übrigen, selbst wenn davon auszugehen wäre, dass die Begriffe, die Gegenstand der Kritik der klagenden Parteien sind, jeweils einzeln betrachtet keine ausreichend präzise Tragweite oder keinen ausreichend präzisen Inhalt hätten, liefert das Erfordernis, das ein Bestandteil der Straftat ist und wonach die unter Strafe gestellten Verhaltensweisen und Gesten zu einer ernsthaften Verletzung der Würde der Person geführt haben müssen, den Gerichten ausreichend Hinweise in Bezug auf den Anwendungsbereich des angefochtenen Gesetzes. Es gehört zu den Aufgaben des Strafrichters, über die Ernsthaftigkeit einer Verhaltensweise zu urteilen und folglich zu bestimmen, ob sie zum Anwendungsbereich des Strafgesetzes gehört oder nicht. Indem die strafrechtliche Ahndung auf die Gesten oder Verhaltensweisen begrenzt wird, die zu einer ernsthaften Verletzung der Würde der Person geführt haben, hat der Gesetzgeber die Erfordernisse des Legalitätsprinzips in Strafsachen erfüllt.

B.15.2. Vorbehaltlich des in B.10.2 Erwähnten in Bezug auf das Wort «essentiellement», das in der französischen Fassung des angefochtenen Artikels 2 für nichtig zu erklären ist, ist der erste Klagegrund unbegründet.

In Bezug auf die Freiheit der Meinungsäußerung (zweiter Klagegrund)

B.16.1. Die klagende Parteien leiten einen zweiten Klagegrund ab aus einem Verstoß gegen Artikel 19 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 9 und 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit den Artikeln 18 und 19 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte. Sie bemängeln, dass die Artikel 2 und 3 des angefochtenen Gesetzes gegen das durch diese Bestimmungen gewährleistete Recht auf die Freiheit der Meinungsäußerung verstoße.

B.16.2. Artikel 19 der Verfassung bestimmt:

«Die Freiheit der Kulte, diejenige ihrer öffentlichen Ausübung sowie die Freiheit, zu allem seine Ansichten kundzutun, werden gewährleistet, unbeschadet der Ahndung der bei der Ausübung dieser Freiheiten begangenen Delikte».

B.16.3. Artikel 9 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«(1) Jedermann hat Anspruch auf Gedankens-, Gewissens- und Religionsfreiheit; dieses Recht umfasst die Freiheit des einzelnen zum Wechsel der Religion oder der Weltanschauung sowie die Freiheit, seine Religion oder Weltanschauung einzeln oder in Gemeinschaft mit anderen öffentlich oder privat, durch Gottesdienst, Unterricht, durch die Ausübung und Beachtung religiöser Gebräuche auszuüben.

(2) Die Religions- und Bekenntnisfreiheit darf nicht Gegenstand anderer als vom Gesetz vorgesehener Beschränkungen sein, die in einer demokratischen Gesellschaft notwendige Maßnahmen im Interesse der öffentlichen Sicherheit, der öffentlichen Ordnung, Gesundheit und Moral oder für den Schutz der Rechte und Freiheiten anderer sind».

Artikel 10 derselben Konvention bestimmt:

«(1) Jeder hat Anspruch auf freie Meinungsäußerung. Dieses Recht schließt die Freiheit der Meinung und die Freiheit zum Empfang und zur Mitteilung von Nachrichten oder Ideen ohne Eingriffe öffentlicher Behörden und ohne Rücksicht auf Landesgrenzen ein. Dieser Artikel schließt nicht aus, dass die Staaten Rundfunk-, Lichtspiel- oder Fernsehunternehmen einem Genehmigungsverfahren unterwerfen.

(2) Da die Ausübung dieser Freiheiten Pflichten und Verantwortung mit sich bringt, kann sie bestimmten, vom Gesetz vorgesehenen Formvorschriften, Bedingungen, Einschränkungen oder Strafandrohungen unterworfen werden, wie sie vom Gesetz vorgeschrieben und in einer demokratischen Gesellschaft im Interesse der nationalen Sicherheit, der territorialen Unversehrtheit oder der öffentlichen Sicherheit, der Aufrechterhaltung der Ordnung und der Verbrechenverhütung, des Schutzes der Gesundheit und der Moral, des Schutzes des guten Rufes oder der Rechte anderer, um die Unparteilichkeit der Rechtsprechung zu gewährleisten, unentbehrlich sind».

B.16.4. Artikel 18 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte bestimmt:

«(1) Jedermann hat das Recht auf Gedanken-, Gewissens- und Religionsfreiheit. Dieses Recht umfasst die Freiheit, eine Religion oder eine Weltanschauung eigener Wahl zu haben oder anzunehmen, und die Freiheit, seine Religion oder Weltanschauung allein oder in Gemeinschaft mit anderen, öffentlich oder privat durch Gottesdienst, Beachtung religiöser Bräuche, Ausübung und Unterricht zu bekunden.

(2) Niemand darf einem Zwang ausgesetzt werden, der seine Freiheit, eine Religion oder eine Weltanschauung seiner Wahl zu haben oder anzunehmen, beeinträchtigen würde.

(3) Die Freiheit, seine Religion oder Weltanschauung zu bekunden, darf nur den gesetzlich vorgesehenen Einschränkungen unterworfen werden, die zum Schutz der öffentlichen Sicherheit, Ordnung, Gesundheit, Sittlichkeit oder der Grundrechte und -freiheiten anderer erforderlich sind.

(4) Die Vertragsstaaten verpflichten sich, die Freiheit der Eltern und gegebenenfalls des Vormunds oder Pflegers zu achten, die religiöse und sittliche Erziehung ihrer Kinder in Übereinstimmung mit ihren eigenen Überzeugungen sicherzustellen».

Artikel 19 desselben Paktes bestimmt:

«(1) Jedermann hat das Recht auf unbehinderte Meinungsfreiheit.

(2) Jedermann hat das Recht auf freie Meinungsäußerung; dieses Recht schließt die Freiheit ein, ohne Rücksicht auf Staatsgrenzen Informationen und Gedankengut jeder Art in Wort, Schrift oder Druck, durch Kunstwerke oder andere Mittel eigener Wahl sich zu beschaffen, zu empfangen und weiterzugeben.

(3) Die Ausübung der in Absatz 2 vorgesehenen Rechte ist mit besonderen Pflichten und einer besonderen Verantwortung verbunden. Sie kann daher bestimmten, gesetzlich vorgesehenen Einschränkungen unterworfen werden, die erforderlich sind

a) für die Achtung der Rechte oder des Rufs anderer;

b) für den Schutz der nationalen Sicherheit, der öffentlichen Ordnung (*ordre public*), der Volksgesundheit oder der öffentlichen Sittlichkeit».

B.17.1. Insofern durch sie das Recht auf die Freiheit der Meinungsäußerung anerkannt wird, haben die Artikel 9 und 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention und die Artikel 18 und 19 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte eine analoge Tragweite wie Artikel 19 der Verfassung, mit dem die Freiheit, zu allem seine Ansichten kundzutun, anerkannt wird.

Daher bilden die durch diese Bestimmungen gebotenen Garantien ein untrennbares Ganzes.

B.17.2. Die in diesen Artikeln gewährleistete Freiheit der Meinungsäußerung ist eine der Säulen einer demokratischen Gesellschaft. Sie gilt nicht nur für die «Information» oder die «Ideen», die positiv aufgenommen oder als harmlos oder neutral angesehen werden, sondern auch für diejenigen, die den Staat oder irgendeine Bevölkerungsgruppe 'schockieren, verunsichern oder verletzen'. Dies erfordern der Pluralismus, die Toleranz und der Geist der Offenheit, ohne die keine demokratische Gesellschaft bestehen kann (EuGHMR, 7. Dezember 1976, *Handyside* gegen Vereinigtes Königreich, § 49; 23. September 1998, *Lehideux und Isorni* gegen Frankreich, § 55; 28. September 1999, *Oztürk* gegen Türkei, § 64; Große Kammer, 13. Juli 2012, *Mouvement Raëlien* gegen Schweiz, § 48).

B.17.3. Dennoch bringt die Ausübung der Freiheit der Meinungsäußerung, wie aus der Formulierung von Artikel 10 Absatz 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention ersichtlich ist, gewisse Pflichten und Verantwortungen mit sich (EuGHMR, 4. Dezember 2003, *Gündüz* gegen Türkei, § 37), unter anderem die grundsätzliche Pflicht, gewisse Grenzen, «die insbesondere dem Schutz des guten Rufes und der Rechte anderer dienen» nicht zu überschreiten (EuGHMR, 24. Februar 1997, *De Haes und Gijssels* gegen Belgien, § 37; 21. Januar 1999, *Fressoz und Roire* gegen Frankreich, § 45; 15. Juli 2003, *Ernst u.a.* gegen Belgien, § 92). Der Freiheit der Meinungsäußerung können aufgrund von Artikel 10 Absatz 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention unter bestimmten Bedingungen Formalitäten, Bedingungen, Einschränkungen oder Sanktionen auferlegt werden, unter anderem im Hinblick auf den Schutz des guten Rufes oder der Rechte anderer. Die Ausnahmen, mit denen sie einhergehen, sind jedoch «in engem Sinne auszulegen und die Notwendigkeit, sie einzuschränken, muss auf überzeugende Weise bewiesen werden» (EuGHMR, Große Kammer, 20. Oktober 2015, *Pentikäinen* gegen Finnland, § 87).

Artikel 19 der Verfassung verbietet es, dass der Freiheit der Meinungsäußerung präventive Einschränkungen auferlegt werden, jedoch nicht, dass Straftaten, die anlässlich der Inanspruchnahme dieser Freiheit begangen werden, bestraft werden.

B.18.1. Indem der insbesondere verbale oder schriftliche Ausdruck einer Geringschätzung gegenüber einer Person oder der Ausdruck dessen, sie als minderwertig anzusehen oder auf ihre geschlechtliche Dimension zu reduzieren, als Straftat eingestuft wird, stellt Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes vom 22. Mai 2014 eine Einmischung in das Recht auf die Freiheit der Meinungsäußerung dar.

B.18.2. Daher ist zu prüfen, ob dieser Eingriff durch ein ausreichend zugängliches und präzises Gesetz vorgesehen ist, in einer demokratischen Gesellschaft notwendig ist, einem zwingenden gesellschaftlichen Bedarf entspricht und im Verhältnis zur rechtmäßigen Zielsetzung des Gesetzgebers steht.

B.19. Aus den Darlegungen in Beantwortung des ersten Klagegrunds geht hervor, dass die Einmischung in die Freiheit der Meinungsäußerung in einem ausreichend zugänglichen und präzisen Gesetz vorgesehen ist.

B.20.1. Das angefochtene Gesetz beruht auf dem Bemühen des Gesetzgebers, die Gleichheit der Männer und Frauen zu gewährleisten. So hat die zuständige Ministerin während der Vorarbeiten dargelegt:

«Dieser Gesetzentwurf beruht auf Artikel 11*bis* der Verfassung, der bestimmt, dass der Gesetzgeber verpflichtet ist, die Gleichheit der Geschlechter in der Ausübung der Rechte und Freiheiten zu gewährleisten» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3297/003, S. 3).

Der als Straftat eingestufte Sexismus wird als ein Ganzes von Verhaltensweisen verstanden, «mit denen die Menschenwürde der Person verletzt wird», wegen der «bloßen Zugehörigkeit zu einem Geschlecht»; es handelt sich um «die Geringschätzung gegenüber einem Geschlecht, den fundamentalen Glauben an die Minderwertigkeit an sich eines Geschlechts» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3297/001, SS. 3-4). Die Annahme des angefochtenen Gesetzes wurde als «deutliches Zeichen zur Bekämpfung der Resignation der Opfer und der Straffreiheit der Täter» verstanden (ebenda, S. 4).

B.20.2. Die Gleichheit der Frauen und Männer ist ein Grundwert der demokratischen Gesellschaft, der durch Artikel 11*bis* der Verfassung, durch Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und durch verschiedene internationale Instrumente, wie insbesondere das Übereinkommen der Vereinten Nationen vom 18. Dezember 1979 zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau, geschützt wird. Im Einzelnen ist die Bekämpfung von Gewalt aufgrund des Geschlechts ein Bemühen sowohl der Europäischen Union (Verabschiedung der Frauen-Charta durch die Europäische Kommission am 5. März 2010) als auch des Europarates (Übereinkommen des Europarats vom 11. Mai 2011 zur Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt).

Die mit den angefochtenen Bestimmungen angestrebten Ziele, die zum Bemühen des Gesetzgebers um die Gewährleistung dieses Wertes beitragen, sind legitim und gehören zu denjenigen, die in den Artikeln 9 und 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention aufgezählt werden und eine Einmischung in die durch diese Artikel geschützten Grundrechte rechtfertigen können, da sie allesamt zum Schutz der Rechte anderer, zur Verteidigung der Ordnung und zur Bestätigung eines der Grundwerte der Demokratie gehören.

B.21.1. Der Gesetzgeber erachtete es als unerlässlich, die Bekämpfung des Sexismus zu verstärken, den er als «allgegenwärtig» und als «allzu weit verbreitetes Phänomen» betrachtete (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3297/001, S. 3).

Während der Erörterung im Kammerausschuss hat die Ministerin für Chancengleichheit ebenfalls festgestellt, dass «die Gesellschaft Sexismus noch nicht als verwerflich betrachtet» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3297/003, S. 5).

B.21.2. Angesichts dieser Erwägungen konnte der Gesetzgeber den Standpunkt vertreten, dass die Annahme der angefochtenen Bestimmungen notwendig war, um das Ziel der Gleichheit der Frauen und Männer in der Ausübung ihrer Rechte und Freiheiten zu erreichen, die er aufgrund von Artikel 11*bis* der Verfassung gewährleisten muss.

B.22.1. Die klagende Parteien sind der Auffassung, dass die angefochtenen Bestimmungen nicht effizient seien, um die vorerwähnten Ziele zu erreichen, und insbesondere dasjenige der Bekämpfung der Straffreiheit der Täter von sexistischen Verhaltensweisen, insofern sie unausführbar seien und daher nicht durch die Strafgerichte angewandt würden.

B.22.2. Abgesehen davon, dass dieses Argument auf nicht überprüfbaren Mutmaßungen beruht, stellt die Effizienz eines Strafgesetzes, die anhand seiner Anwendung durch die Gerichte und der verkündeten Verurteilungen bemessen wird, an sich keine Bedingung für seine Vereinbarkeit mit den im Klagegrund angeführten Verfassungs- und Vertragsbestimmungen dar. Die Bestätigung der strafbaren Beschaffenheit eines Verhaltens, weil es durch den Gesetzgeber als unvereinbar mit den Grundwerten der Demokratie betrachtet wird, kann auch eine erzieherische und vorbeugende Wirkung haben. Das Anstreben dieser Wirkung, die *per definitionem* nicht objektiv messbar ist, kann grundsätzlich die Annahme von Sanktionen strafrechtlicher Art rechtfertigen.

B.23.1. Der Gerichtshof muss noch prüfen, ob die angefochtenen Bestimmungen, die angenommen wurden, um die Einhaltung des Verbots von sexistischen Verhaltensweisen zu gewährleisten, keine unverhältnismäßigen Folgen gegenüber den angestrebten Zielen haben.

B.23.2. Gemäß dem angefochtenen Artikel 2 muss die Geste oder das Verhalten «augenscheinlich zum Ziel haben, einer anderen Person gegenüber Geringschätzung [...] zum Ausdruck zu bringen oder sie [...] als minderwertig anzusehen». Außerdem muss die Geste oder das Verhalten «eine ernsthafte Verletzung der Würde» dieser Person zur Folge gehabt haben.

Sowohl aus dem Wortlaut der angefochtenen Bestimmung als auch aus ihren Vorarbeiten geht hervor, dass es sich um eine vorsätzliche Straftat handelt und dass der Gesetzgeber die Bestrafung auf die schwersten Fälle begrenzen wollte:

«Um dem strafrechtlichen Begriff des Sexismus keine allzu große Tragweite zu verleihen und seine missbräuchliche Inanspruchnahme zu vermeiden, ist es wichtig, den Nachdruck auf das gleichzeitige Vorhandensein des Willens (besonderer Vorsatz oder Absicht) zu schaden und der erniedrigenden Wirkung des sexistischen Verhaltens zu legen. Die Inanspruchnahme der Strafverfolgung muss auf die schwersten Fälle von Sexismus begrenzt werden, im Gegensatz zum zivilrechtlichen System, das sich auf die Fälle erstreckt, in denen das bestrafte Verhalten eine erniedrigende Wirkung hat, ohne dass ihm eine tatsächliche Absicht zu schaden zugrunde liegt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3297/001, S. 7).

«Es muss eine Absicht zu schaden (Vorsatz) bestehen, und dieser Wille muss deutlich und unanfechtbar sein, was ein gewisses Maß an Schwere voraussetzt, das der Beurteilung durch den Strafrichter unterliegt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3297/003, S. 4).

Die Verbindung der Begriffe dieser Bestimmung zeigt, dass sie die Absicht, «Geringschätzung» gegenüber einer Person zum Ausdruck zu bringen oder sie als minderwertig anzusehen, erfordert, wissend, dass die Geste oder das Verhalten zu einer Verletzung der Würde dieser Person führen kann. Außerdem muss diese Geste oder diese Verhaltensweise, um strafbar zu sein, tatsächlich zu einer solchen ernsthaften Verletzung geführt haben.

Es kann sich also nicht um eine Straftat handeln, deren Bestehen vermutet wird, sobald ihre materiellen Elemente vorliegen. Es obliegt der verfolgenden Partei, das Bestehen des Erfordernisses des besonderen Vorsatzes nachzuweisen.

B.23.3. Die Verwendung der Formulierung «einer Person gegenüber» im angefochtenen Artikel 2 drückt aus, dass die Straftat nur verwirklicht ist, wenn der betreffende Ausdruck sich auf eine oder mehrere bestimmte Personen bezieht. So «betrifft die Einstufung als Straftat keine abstrakte Gruppe von Menschen, sondern vielmehr die Verhaltensweisen gegenüber einer oder mehreren bestimmten Personen aufgrund ihrer Zugehörigkeit zu einem Geschlecht» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3297/003, S. 5).

B.23.4. Durch das Erfordernis von einerseits eines besonderen Vorsatzes und andererseits der Notwendigkeit, dass die Straftat zur Folge hatte, die Würde bestimmter Personen ernsthaft zu verletzen, ist es ausgeschlossen, dass ohne ein solches Element der Absicht oder einer solchen Folge für eine bestimmte Person Pamphlete, Witze, Karikaturen, Meinungen und insbesondere Meinungen bezüglich der unterschiedlichen Stellung und Rolle von Personen in der Gesellschaft wegen ihres Geschlechts, Werbung und jede Äußerung, die ohne den erforderlichen besonderen Vorsatz zur Meinungsfreiheit gehört, unter Strafe gestellt werden könnten.

B.24. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass die angefochtenen Bestimmungen vernünftigerweise gerechtfertigt sind gegenüber dem angestrebten Ziel und dass folglich die Einnischung in das Recht auf die Freiheit der Meinungsäußerung, das durch Artikel 19 der Verfassung und durch die im Klagegrund angeführten Vertragsbestimmungen gewährleistet wird, gerechtfertigt ist.

Vorbehaltlich der Auslegung in B.23.2 ist der zweite Klagegrund unbegründet.

In Bezug auf die Gleichheit und die Nichtdiskriminierung (dritter bis fünfter Klagegrund)

B.25. Die klagenden Parteien leiten einen dritten Klagegrund ab aus einem Verstoß durch die Artikel 2 und 3 des Gesetzes vom 22. Mai 2014 gegen die Artikel 10, 11 und 19 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 9, 10, 14 und 17 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit den Artikeln 18 und 19 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte.

Sie bemängeln, dass durch die angefochtenen Bestimmungen ohne objektive und vernünftige Rechtfertigung einerseits die Urheber von Verhaltensweisen, mit denen zu Hass, Segregation oder Diskriminierung angestiftet werde, und andererseits die Personen, die Meinungen zu den Unterschieden zwischen den Geschlechtern und ihrer jeweiligen Rolle in der Gesellschaft ausdrückten, ohne zu Hass, Segregation oder Diskriminierung anzustiften, ohne objektive und vernünftige Rechtfertigung identisch behandelt würden. Sie nennen als Beispiele von Meinungen, die durch Personen der zweiten Kategorie ausgedrückt würden, die Ideen der Befürworter gewisser Religionen bezüglich der jeweiligen Stellung von Männern und Frauen in der Gesellschaft.

B.26.1. Wie in B.23.4 präzisiert wurde, ist die durch die angefochtenen Bestimmungen eingeführte Straftat nur verwirklicht, wenn die unter Strafe gestellte Geste oder Verhaltensweise gegenüber einer bestimmten Person eine ernsthafte Verletzung von deren Würde zur Folge hat. Folglich gehört der Ausdruck von Meinungen im Allgemeinen zur Stellung und zur Rolle von Frauen und Männern in der Gesellschaft nicht zum Anwendungsbereich der Artikel 2 und 3 des angefochtenen Gesetzes.

B.26.2. Der dritte Klagegrund ist unbegründet.

B.27.1. Die klagenden Parteien leiten einen vierten Klagegrund ab aus einem Verstoß durch die Artikel 2 und 3 des Gesetzes vom 22. Mai 2014 gegen die Artikel 10, 11, 19 und 25 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 9, 10 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit den Artikeln 18 und 19 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte.

Sie bemängeln, dass durch die angefochtenen Bestimmungen einerseits die Täter oder Opfer von Verhaltensweisen, die Pressedelikte sein könnten, und die Täter oder Opfer von anderen Verhaltensweisen ohne objektive und vernünftige Rechtfertigung gleich behandelt würden, und andererseits die Urheber von sexistischen Pressedelikten und die Urheber von anderen Pressedelikten ohne objektive und vernünftige Rechtfertigung unterschiedlich behandelt würden.

B.27.2. Artikel 25 der Verfassung bestimmt:

«Die Presse ist frei; die Zensur darf nie eingeführt werden; von den Autoren, Verlegern oder Druckern darf keine Sicherheitsleistung verlangt werden.

Wenn der Autor bekannt ist und seinen Wohnsitz in Belgien hat, darf der Verleger, Drucker oder Verteiler nicht verfolgt werden».

B.28.1. Die Behandlungsunterschiede zwischen den Urhebern von Delikten je nachdem, ob diese durch die Presse oder durch ein anderes Mittel begangen werden, ergeben sich aus einer Entscheidung des Verfassungsgebers. Der Gerichtshof ist nicht befugt, darüber zu befinden.

B.28.2. Außerdem kann dem Gesetzgeber, wenn er ein Verhalten, das in gewissen Fällen ein Pressedelikt sein kann, als Straftat einstuft, nicht vorgeworfen werden, nicht über die etwaigen Kontroversen in der Rechtsprechung bezüglich der Tragweite des Begriffs der Presse und insbesondere der Frage, ob die Verbreitung von Schriften auf elektronischem Weg Bestandteil des Schutzes von Artikel 25 der Verfassung ist, zu entscheiden.

B.29. Der vierte Klagegrund ist unbegründet.

B.30. Die klagenden Parteien leiten einen fünften Klagegrund ab aus einem Verstoß durch die Artikel 2 und 3 des Gesetzes vom 22. Mai 2014 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Sie bemängeln, dass durch die angefochtenen Bestimmungen Personen, die eine Geringschätzung gegenüber Personen des anderen Geschlechts ausdrückten, je nachdem, ob diese Geringschätzung einerseits auf aggressive Weise oder andererseits durch Gleichgültigkeit oder Missachtung ausgedrückt werde, ohne objektive und vernünftige Rechtfertigung auf identische Weise behandelt würden.

B.31. Es obliegt den Gerichten, die das Gesetz anzuwenden haben, wenn alle Bestandteile der Straftat erfüllt sind, die geeignete Strafe festzulegen unter Berücksichtigung der Schwere des Sachverhalts, des Kontextes und der Persönlichkeit des Täters und des Opfers. Das aggressive oder gewalttätige Verhalten des Urhebers der Straftat ist ein Element, das diesbezüglich durch den Richter berücksichtigt werden kann. Da der Richter über eine Wahl zwischen den Strafen, die er verkündet, verfügt, kann dem Gesetzgeber nicht vorgeworfen werden, im Gesetz selbst nicht unterschieden zu haben zwischen den Fällen, in denen der Täter aggressiv ist und denjenigen, in denen er es nicht ist.

B.32. Der fünfte Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf das Recht auf Selbstbestimmung, das aus dem Recht auf Achtung des Privatlebens abgeleitet ist, das Recht auf Arbeit und das Recht auf freie Wahl der Berufstätigkeit (sechster bis neunter Klagegrund)

B.33. Die klagenden Parteien leiten einen sechsten, einen siebten, einen achten und einen neunten Klagegrund ab aus einem Verstoß durch die Artikel 2 und 3 des Gesetzes vom 22. Mai 2014 gegen die Artikel 10, 11, 19, 22 und 23 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 8, 9, 10 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit den Artikeln 18 und 19 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte.

Sie bemängeln, dass durch die angefochtenen Bestimmungen, ausgelegt in dem Sinne, dass sie die Bestrafung eines Verhaltens erlaubten, bei dem davon ausgegangen werde, dass es die Würde einer Person verletze, obwohl diese das Verhalten erlaubt habe und selbst dessen Urheber sei, auf unvernünftige Weise gegen das Recht auf Achtung des Privatlebens, insofern es ein Recht auf Selbstbestimmung beinhalte, das Recht auf Arbeit und das Recht auf freie Wahl der Berufstätigkeit verstoßen werde.

B.34.1. Wie in B.11.5 angeführt wurde, ist aus der Formulierung der Straftat in dem Sinne, dass sie «jede Geste oder jedes Verhalten [...] einer [...] Person gegenüber» betrifft, abzuleiten, dass sie nicht die Gesten oder Verhaltensweisen einer Person gegenüber sich selbst betreffen kann.

Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, können die angefochtenen Bestimmungen also nicht in dem Sinne ausgelegt werden, dass sie die Bestrafung einer Frau erlaubten, weil diese eine konfessionelle Kleidung wie einen Schleier oder ein Kopftuch trage.

B.34.2. Aus denselben Gründen können die angefochtenen Bestimmungen nicht in dem Sinne ausgelegt werden, dass sie die Bestrafung der freiwilligen Prostitution oder der Pornografie auf Seiten der Person, die sich diesen Tätigkeiten hingibt, erlauben würde.

B.35.1. Der Verstoß des Sexismus kann hingegen in Bezug auf eine Person begangen werden, obwohl diese Person der Geste oder dem Verhalten eines Dritten zugestimmt hat, wenn diese Geste oder dieses Verhalten zur Folge hat, ihre Würde ernsthaft zu verletzen. Das Fehlen der Zustimmung ist nämlich kein Bestandteil der Straftat. Die Zielsetzung des Gesetzgebers besteht im Übrigen nicht nur darin, die Rechte der Opfer von sexistischen Gesten oder Verhaltensweisen zu schützen, sondern auch darin, die Gleichheit von Frauen und Männern zu gewährleisten, was ein Grundwert der Gesellschaft ist, dessen Verwirklichung all ihren Mitgliedern und nicht nur den potenziellen Opfern von Sexismus zugute kommt.

B.35.2. In der Annahme, dass die Unterstrafstellung von sexistischen Gesten oder Verhaltensweisen durch das angefochtene Gesetz zu einer Beeinträchtigung des Rechtes auf Privatleben oder des Rechtes auf Arbeit oder auf freie Wahl der Berufstätigkeit des Opfers führen könnte, würde diese Beeinträchtigung, aus den in B.19 bis B.24 angeführten Gründen, nicht einer vernünftigen Rechtfertigung entbehren.

B.36. Der sechste, der siebte, der achte und der neunte Klagegrund sind unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt das Wort «essentiellement» in der französischen Fassung von Artikel 2 des Gesetzes vom 22. Mai 2014 «zur Bekämpfung des Sexismus im öffentlichen Raum und zur Abänderung des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern im Hinblick auf die Unterstrafstellung der diskriminierenden Handlung» für nichtig;

- weist die Klage vorbehaltlich der in B.23.2 erwähnten Auslegung im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 25. Mai 2016.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
J. Spreutels